

CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX

Impasse La Manserve
83690 SALERNES



MAITRE D'OUVRAGE	SAIEM DRAGUIGNAN laurent.panetta@saiem-draguignan.fr	247 Rue Jean Aicard 83300 DRAGUIGNAN	Tél 07 76 04 48 89
ARCHITECTE	Frédéric PASQUALINI fpasqualini@agence-pasqualini.com	Le Huit - Epsilon III 57 Avenue Archimède 83700 SAINT-RAPHAEL	Tél 04 94 95 56 55
BET STRUCTURE	INGENIERIE 84 corentin.charrasse@ingenierie84.fr	32 Allée Sébastien Vauban 83600 FREJUS	Tél 06 49 99 19 64
BET FLUIDES/THERMIQUE	OEVI INGENIERIE contact@oevi.fr	148 Chamin des Aires 83390 PUGET-VILLE	Tél 04 94 14 95 16
BET VRD	VOREDI CONCEPT voredi.concept@gmail.com	Résidence Les Florales 2 Rue du Reyrannet - 83600 FREJUS	Tél 06 73 95 89 53
BET ACOUSTIQUE	Pierre BARLES Consultant pbarles@wanadoo.fr	41 Rue du Docteur Mourre 83460 LES ARCS SUR ARGENS	Tél 04 94 47 42 23
BET ENVIRONNEMENT	SOWATT SARL sophie.gentil@sowatt.fr	315 Chemin de l'Houmé 06640 SAINT-JEANNET	Tél 06 15 11 75 72
ECONOMISTE / OPC	Christophe PISANO christophe.pisano@orange.fr	1442 Vieille Route de Grasse La Sambre n°20 - 83300 DRAGUIGNAN	Tél 04 94 50 62 38
BET GEOTECHNIQUE	BEGT contact.begt@gmail.com	Chemin des Vernèdes Espace Vernèdes 2 - 83480 PUGET SUR ARGENS	Tél 04 94 40 08 29
EVALUATEUR CERQUAL	APAVE SUD NICE amandine.candela@apave.com	22-26 Avenue Edouard Grinda 06200 NICE	Tél 06 10 79 50 13
BUREAU DE CONTROLE	CTP GROUPE CADET f.genevois@alphacadet.fr	19 Rue du Coudoulet 83470 SAINT-MAXIMIN	Tél 06 22 50 58 67
COORDONATEUR SPS	AASCO secretariat@asaco.fr	62 Rue Cesaria Evora 84350 COURTHEZON	Tél 04 90 28 71 56

Document :	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP) LOT N° 00 CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS	
	PHASE PRODCE	MARS 2024

SOMMAIRE :

0.1 – DISPOSITIONS GENERALES	3
0.1.00 PRESENTATION DU PROJET :	3
0.1.01 LISTE DES LOTS :	4
0.1.02 CCTP DOCUMENT UNIQUE ET INDISSOCIABLE :	4
0.1.03 RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE APPLICABLE :	4
0.1.04 PLANNING EXECUTION / COORDINATION ET PILOTAGE	7
0.1.05 DOSSIER D'EXECUTION / FICHES TECHNIQUES :	8
0.1.06 SYNTHÈSE DES PLANS :	8
0.1.07 INFORMATIONS A TRANSMETTRE :	9
0.1.08 PIÈCES ÉCRITES ET PLANS :	9
0.1.09 ACCEPTATION DU MARCHÉ :	10
0.1.10 CONTRÔLE TECHNIQUES DES OUVRAGES / ESSAIS COPREC :	10
0.1.11 PRESTATIONS GÉNÉRALES A LA CHARGE DES ENTREPRISES :	12
0.1.12 CONNAISSANCE DES LIEUX	12
0.1.13 DEMARCHES ET AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES	13
0.1.14 LIAISONS ENTRE LES CORPS D'ÉTAT	13
0.1.15 TRAITS DE NIVEAU	13
0.1.16 TRAVAUX SPÉCIAUX	13
0.1.17 ÉCHANTILLONS / ÉLÉMENTS MODÈLES / OUVRAGES TÉMOINS	14
0.1.18 RÈGLES D'EXECUTION GÉNÉRALES	14
0.1.19 PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES ET MATÉRIAUX	14
0.1.20 PROTECTION DES OUVRAGES	15
0.1.21 CONTRIBUTION DES PRODUITS DE CONSTRUCTION A LA QUALITÉ DE L'AIR INTÉRIEUR / PRESCRIPTIONS ENVIRONNEMENTALES DE CERTAINS MATÉRIAUX	15
0.1.22 PROTECTION DES ABORDS ET ÉQUIPEMENTS EXISTANTS :	16
0.1.23 RÉSERVATIONS PERCEMENTS REBOUCHAGES :	18
0.1.24 TESTS DE PERMEABILITÉ A L'AIR	18
0.1.25 TOLÉRANCE D'EXECUTION	19
0.1.26 DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS (DOE)	19
0.1.27 DÉPENSES D'INTÉRÊT COMMUN COMPTE PRORATA	19
0.2 – ORGANISATION DE CHANTIER :	20
0.2.01 OBLIGATIONS GÉNÉRALES	20
0.2.02 ASSAINISSEMENT	21
0.2.03 ALIMENTATION EN EAU DU CHANTIER	21
0.2.04 DISTRIBUTION D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE	22
0.2.05 ACCÈS ET CIRCULATIONS DE CHANTIER	22
0.2.06 ENCOMBREMENT MATÉRIELS ÉQUIPEMENTS LEVAGE / PROTECTIONS COLLECTIVES / METAH ET SCALP :	23
0.2.07 CLOTURE DE CHANTIER - SIGNALISATION DE CHANTIER	25
0.2.08 BARAQUEMENTS A USAGE COLLECTIF « BASE DE VIE » / BUREAU DE CHANTIER	26
0.2.09 GESTION DES CLES / CONTRÔLE D'ACCÈS	26
0.2.10 BRUITS DE CHANTIER	26
0.2.11 DÉCHETS DE CHANTIER	27
0.2.12 STOCKAGE	29
0.2.13 DÉTERIORATIONS ET VOLS / GARDIENNAGE DE CHANTIER	29
0.2.14 PANNEAU DE CHANTIER	29

0.1 – DISPOSITIONS GENERALES

0.1.00 PRESENTATION DU PROJET :

Les travaux objet du présent marché à caractère global et forfaitaire, concerne le *LOT N° 0 CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS* pour le projet : CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX « LES OLIVADES » 83690 SALERNES pour le compte de la SAIEM DE CONSTRUCTION DE DRAGUIGNAN.

Le projet est situé impasse la Manserve 83690 SALERNES sur les parcelles cadastrées AH 949 AH-381 et AH-382
Le projet prévoit la construction de 49 logements sont repartis en 4 bâtiments R+3, sur vides sanitaires, avec des places de stationnement en extérieur.

BATIMENT A comprenant 10 logements collectif type LLS dont 1 logement HANDITOIT

BATIMENT B comprenant 10 logements collectif type LLS

BATIMENT C comprenant 15 logements collectif type LLS dont 1 logement HANDITOIT

BATIMENT D comprenant 14 logements collectif type LLS

Le projet fait l'objet d'une certification CERQUAL NF Habitat HQE niveau 1 selon l'applicatif NF 500-10 version 4.0 signée le 11/07/2022 sous le n°NFH221097. A ce titre, les entreprises s'engagent à fournir tous les moyens et éléments de preuve nécessaires à l'obtention de la certification.

Les bâtiments seront soumis à la Réglementation Thermique en vigueur à la date du dépôt de Permis de Construire, à savoir la RE2020.

Le Titulaire du présent lot devra avoir pris connaissance des Notices Thermique (OEVI) et Acoustique (PIERRE BARLES PBC) avant la remise de son offre.

Les prescriptions environnementales jointes au DCE (établies par SOWATT) sont applicables à tous les corps d'état. Ce document fixe les caractéristiques environnementales de la construction. Il détaille les prescriptions communes et spécifiques à chaque entreprise – il est le complément aux CCTP et fait partie du DCE. Toutes les prescriptions décrites dans ce document sont applicables. En cas de contradiction, les prescriptions de ce document prévalent sur tout autre document.

Les bâtiments seront classés en 2ème famille au sens de la réglementation incendie.

Le Titulaire du présent lot devra également avoir pris connaissance du Rapport initial de Contrôle Technique GROUPE CADET avant la remise de son offre.

Le présent document fait partie intégrante du CCTP réparti en 13 LOTS ainsi que le cahier « clauses générales communes à tous les lots ». Ces documents sont complémentaires et indivisibles. Ils forment donc un document contractuel unique et indissociable.

Lors de l'étude du projet et avant la remise de son offre, l'entrepreneur doit prendre connaissance des plans, des lieux et des cahiers des charges des autres lots, notamment les dispositions communes à tous les lots, et tenir compte des exigences des clauses exposées dans les divers documents faisant l'objet du marché de travaux. Les matériaux employés seront de premier choix et mis en oeuvre suivant les règles de l'art, et la réglementation applicable au moment de l'exécution des travaux. L'entrepreneur devra la livraison des installations en parfait état de service.

Le présent document a pour objet la définition des dispositions particulières envisagées pour l'organisation du chantier, en vue d'assurer les meilleures conditions d'exécution des travaux.

Chaque entreprise titulaire de lot est réputée avoir parfaite connaissance du présent document. Elles en retirent les éléments nécessaires à la rédaction de leur proposition de prix et s'y conformeront durant les travaux.

Les dispositions envisagées ci-après constituent la solution de base permettant de réaliser les travaux selon les normes en vigueur en respectant le projet et dans le délai contractuel.

0.1.01 LISTE DES LOTS :

L'ensemble des travaux se décompose en lots répartis ci-après :

LOT 00 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS
 LOT 01 – TERRASSEMENTS GENERAUX / VRD / ESPACES VERTS
 LOT 02 – GROS ŒUVRE MACONNERIE / CHARPENTE COUVERTURE / DEMOLITIONS DESAMIANTAGE
 LOT 03 – ETANCHEITES
 LOT 04 – CLOISONS DOUBLAGES FAUX PLAFONDS ISOLATIONS
 LOT 05 – MENUISERIES EXTERIEURES BLOCS BAIES PVC
 LOT 06 – SERRURERIE METALLERIE / PORTES D'ENTREES
 LOT 07 – REVETEMENTS DURS SOLS ET MURS / REVETEMENTS SOUPLES ETANCHES
 LOT 08 – MENUISERIES INTERIEURES
 LOT 09 – ELECTRICITE COURANTS FORTS COURANTS FAIBLES / PANNEAUX PHOTOVOLTAIQUES
 LOT 10 – PLOMBERIE VMC ECS
 LOT 11 – PEINTURES
 LOT 12 – ASCENSEUR
 LOT 13 – ENDUIT FACADES

01.02 CCTP DOCUMENT UNIQUE ET INDISSOCIABLE :

Le CCTP de chaque lot complété du présent cahier « Clauses Communes à tous les lots », sont des documents complémentaires et indivisibles. Ils forment donc un document contractuel unique et indissociable.

Il est rappelé à chaque entreprise titulaire de lot qu'il est tenu de prendre connaissance de l'ensemble des CCTP des autres corps d'état, la méconnaissance de ces pièces ne pourra être admise comme justification pour une demande de supplément de prix. Il lui appartient de se procurer ces documents, en temps utile.

0.1.03 RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE APPLICABLE :

Les spécifications techniques concernant la réalisation de tous les ouvrages constituant le projet dans sa globalité seront exécutées suivant les règles de l'Art et devront répondre aux prescriptions techniques et fonctionnelles comprises dans les textes officiels en vigueur à la date de remise des offres.

A. Réglementation générale :

Les ouvrages faisant l'objet du présent marché devront répondre à toutes les clauses, conditions et prescriptions des documents techniques et des documents réglementaires qui leur sont applicables, dont notamment tous les documents suivants, sans que cette énumération ne soit exhaustive :

- le Code civil ;
- le Code de la construction et de l'habitation ;
- le Code général des collectivités territoriales ;
- le Code des communes ;
- le Code de la santé publique ;
- le Code de l'environnement ;
- le Code de l'urbanisme ;
- le Code rural ;
- le Code du travail ;
- le Codes des marchés publics ;
- tous les autres codes applicables ;
- le Règlement sanitaire départemental duquel relève le commun objet du marché de travaux ;
- la Réglementation sécurité incendie ;
- les textes concernant les déchets de chantier et les bruits de chantier ;
- les textes concernant le respect de l'environnement pendant les travaux ;
- les textes concernant les conséquences sur l'environnement des travaux du présent marché ;
- le référentiel pour la prise en compte des avis du contrôleur technique à savoir la circulaire du 13 décembre 1982 ;
- etc .

B. Exigences fondamentales :

L'entrepreneur devra respecter l'ensemble des exigences réglementaires ou fondamentales qui s'appliquent aux projets de construction, notamment :

- la sécurité incendie ;
- l'accessibilité handicapée ;
- la prévention des risques naturels et technologiques (sismiques, inondations, etc..) ;
- la protection contre le bruit ;
- la santé des occupants et la protection de l'environnement (amiante, plomb, radon, etc) ;
- la performance énergétique et la réglementation thermique ;
- l'éco-construction et la qualité environnementale du bâtiment.

L'entrepreneur devra dans tous les cas respecter la réglementation concernant :

- la réaction au feu des matériaux et produits devant être mis en œuvre ;
- le comportement au feu des ouvrages en place.

Les étiquetages d'identification des matériaux et matériels devront toujours comporter l'indication de leur réaction au feu, attestée par un procès-verbal de classement.

Les réactions au feu des matériaux et matériels devront toujours répondre aux exigences de la réglementation de sécurité contre l'incendie selon le type de locaux concernés.

- Le maître d'œuvre a tenu compte de ces exigences dans les documents particuliers du marché.
- Il incombera à l'entrepreneur de vérifier que les matériaux qu'il envisage de mettre en œuvre répondent bien aux exigences de la réglementation sécurité contre l'incendie du bâtiment et du local concerné.

En tout état de cause, il incombe à l'entrepreneur et à son fournisseur d'apporter la preuve du classement au feu des matériaux et matériels concernés.

L'entrepreneur devra remettre le procès-verbal de classement délivré par un laboratoire agréé par le ministère de l'Intérieur. Ce document indique le classement attribué.

C Prescriptions concernant les produits et matériaux (Rappels) :

C.1. Règlement européen Produits de construction - Marquage CE :

Les directives européennes s'imposent aux États membres quant à leurs objectifs. Transposées en droit français, leurs exigences deviennent alors applicables dans le cadre de la réalisation de travaux du présent marché.

Le Règlement Produit de Construction (RPC, règlement (UE) n° 305/2011) s'applique à un produit de construction lorsqu'il est mis à disposition sur le marché, ce qui signifie fourni sur le marché de l'Union dans le cadre d'une activité commerciale (à titre onéreux ou gratuit).

Les exigences relatives à un produit de construction sont précisées dans des spécifications techniques harmonisées. Ces spécifications techniques harmonisées sont :

- les normes harmonisées ;
- les documents d'évaluation européens.

Le RPC impose que tout produit de construction, lors de sa mise à disposition sur le marché, conforme à une norme harmonisée ou à une Évaluation Technique Européenne dont il a fait l'objet à la demande du fabricant, fasse l'objet de l'établissement d'une déclaration de performances et soit marqué CE. Le fabricant s'engage sur la performance de son produit. Toutes les caractéristiques essentielles requises pour la démonstration de la satisfaction des exigences fondamentales applicables à l'ouvrage en application des réglementations le concernant seront déclarées et leur niveau ou classe de performance associé sera conforme ou à minima celui de l'exigence réglementaire applicable.

Dans le cas d'un produit de construction pas couvert ou pas totalement couvert par une norme harmonisée, le fabricant peut demander une Évaluation Technique Européenne (ETE). La démarche est alors volontaire ; par contre, une fois l'ETE obtenue, le fabricant devra établir une déclaration de performance et marquer ce produit CE.

L'entrepreneur aura le choix entre des produits bénéficiant d'une déclaration de performance et marqués CE et des produits ne relevant pas de cette disposition. Dans tous les cas, il devra choisir un produit ayant des performances adaptées à l'ouvrage qu'il doit réaliser.

Les dérogations à l'établissement d'une déclaration de performances font l'objet de l'article 5 du règlement (UE) n° 305/2011 : « Par dérogation à l'article 4, paragraphe 1, et en l'absence de dispositions nationales ou de l'Union exigeant la déclaration des caractéristiques essentielles là où il est prévu que les produits de construction soient utilisés, un fabricant peut s'abstenir d'établir une déclaration des performances lorsqu'il met sur le marché un produit de construction couvert par une norme harmonisée, lorsque :

- le produit de construction est fabriqué individuellement ou sur mesure selon un procédé autre que la production en série, en réponse à une commande spéciale, et est installé dans un ouvrage de construction unique identifié, par un fabricant qui est responsable de l'incorporation en toute sécurité du produit dans les ouvrages de construction, dans le respect des règles nationales applicables et sous la responsabilité des personnes chargées de l'exécution en toute sécurité des ouvrages de construction et désignées par les règles nationales applicables ;
- le produit de construction est fabriqué sur le site de construction en vue d'être incorporé dans l'ouvrage de construction respectif conformément aux règles nationales applicables et sous la responsabilité des personnes chargées de l'exécution en toute sécurité des ouvrages de construction et désignées par les règles nationales applicables ;
- le produit de construction est fabriqué d'une manière traditionnelle ou adaptée à la sauvegarde des monuments selon un procédé non industriel en vue de rénover correctement des ouvrages de construction officiellement protégés comme faisant partie d'un environnement classé ou en raison de leur valeur architecturale ou historique spécifique, dans le respect des règles nationales applicables » .

En conséquence, la déclaration de performance et le marquage CE ne sont pas requis pour une partie d'ouvrage élémentaire façonnée par l'entrepreneur qui la met en œuvre lui-même sur site.

Les éléments d'information nécessaires à la mise en application du marquage CE en lien avec le RPC sont disponibles sur le site www.rpcnet.fr

C.2 Produits et procédés innovants

C.2.1 Appréciation technique d'expérimentation (ATex)

L'ATEX est une procédure rapide d'évaluation technique formulée par un groupe d'experts sur tout produit, procédé ou équipement ne faisant pas encore l'objet d'un Avis Technique, afin de faciliter la prise en compte de l'innovation dans la construction.

C.2.2 Évaluation technique européenne (ETE)

L'évaluation technique européenne (ETE) a été mise en place par le Règlement Produit Construction. L'ETE est délivrée par un organisme d'évaluation technique, à la demande d'un fabricant (s'il s'agit donc d'une approche volontaire), sur la base d'un document d'évaluation européen élaboré en amont. Si ce document d'évaluation européen existe, l'organisme d'évaluation technique l'utilise comme référentiel pour réaliser l'ETE, sinon, il doit en premier lieu rédiger ce document d'évaluation européen et le faire approuver par les autres organismes d'évaluation technique.

Les caractéristiques essentielles évaluées sont convenues entre le fabricant, pour l'usage prévu du produit, et l'organisme d'évaluation technique. L'ETE entraîne l'établissement d'une déclaration de performance par le fabricant et le marquage CE du produit.

C.2.3 Évaluation Technique Préable de Matériau (ETPM)

Il arrive que l'industrie propose un matériau ou un semi-produit innovant qui n'a pas de destination précise dans le bâtiment, mais qui interviendra comme constituant de divers produits, procédés ou équipements entrant dans le domaine de plusieurs Groupes Spécialisés.

Pour pouvoir formuler les Avis Techniques demandés pour ces produits, procédés ou équipements, les Groupes Spécialisés ont besoin de connaître les propriétés attribuables au matériau ou semi-produit nouveau. Mais ils n'ont pas nécessairement la compétence indispensable pour évaluer ces propriétés (de durabilité, par exemple). D'autre part, le souci de cohérence impose que les divers Groupes Spécialisés aient les mêmes bases de travail. C'est pourquoi, dans un tel cas, il est demandé à un Groupe Spécialisé compétent ou à un Groupe ad hoc de procéder, sur le matériau ou semi-produit nouveau, à une évaluation destinée principalement à constituer la base de travail commune dont auront besoin les Groupes Spécialisés éventuellement concernés ultérieurement. C'est L'ETPM.

C.2.4 Certification et classements de produits

Démarche volontaire, la certification garantit la constance de la fabrication d'un produit par rapport à des caractéristiques et des performances spécifiques voulues ou définies.

Par l'intervention d'un organisme indépendant, impartial et compétent qui vérifie la régularité et l'efficacité des contrôles effectués par le fabricant, la certification de produit apporte à l'utilisateur :

- la constance de fabrication d'un produit et de ses performances,
- la certitude de l'adaptation d'un produit à une utilisation durable donnée,
- une réduction de ses contrôles de réception,
- une traçabilité permettant des recours éventuels plus aisés.

Le classement d'un produit, de ses performances principales, permet de faciliter le choix, fait par le prescripteur, du produit au regard des contraintes ou sollicitations d'usage applicables.

C.2.5 Prescriptions environnementales

Les prescriptions environnementales concernant ce marché se veulent responsables au regard de l'environnement et/ou de la société.

Des clauses d'obligation de moyens (utilisation de produits éco certifiés ou répondant à certaines normes sociales, environnementales ou éthiques) ou des clauses d'exclusion peuvent figurer dans le descriptif de chaque lot.

Ce marché est soucieux :

- de la restauration, de la protection des milieux naturels et de l'environnement ;
- de donner du travail à des personnes en situation de handicap ou à des personnes en difficulté sociale. Les critères sociaux sont généralement intégrés dans les chantiers d'insertion ou des chantiers écologiques (type gestion différenciée) permettant, par exemple, un travail manuel plutôt que mécanique ou rejetant les produits chimiques.

D. Prescriptions concernant la mise en œuvre :

L'entrepreneur devra pour la mise en œuvre qu'elle soit courante ou non courante, traditionnelle ou non traditionnelle se référer aux textes techniques de références, notamment :

- les DTU et NF-DTU ;
- les normes ;
- les Eurocodes ;
- les documents généraux d'avis techniques, CPT et avis techniques ;
- les cahiers du CSTB ;
- les guides techniques, guides d'Agrément Technique Européen ;
- les fiches d'application et solutions techniques ;
- les règles et recommandations professionnelles acceptées par la C2P ;
- les recommandations professionnelles RAGE et les guides RAGE/ PACTE.

Chaque CCTP incluant également toutes les règles à respecter pour l'exécution de l'ouvrage.

E. Réglementation concernant la sécurité et la santé des ouvriers

En matière de santé et de sécurité au travail, le chef d'entreprise a une obligation de résultat. Cela implique qu'il doit prendre toutes les mesures nécessaires pour respecter la réglementation en vigueur, assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale de tous ses salariés, y compris de ses salariés temporaires (intérimaires, stagiaires, CDD).

À ce titre, il doit prendre différentes mesures qui comprennent :

- des actions de prévention des risques professionnels et de la pénibilité au travail ;
- des actions d'information et de formation ;
- la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.

Ces mesures doivent être adaptées en cas de changement de circonstances ou pour améliorer les situations existantes et elles doivent se baser sur les principes généraux de prévention.

Tous les frais liés à la sécurité et la santé pour les entrepreneurs sont contractuellement réputés compris dans le montant de leurs marchés. Dans le cas où plusieurs entreprises ou travailleurs indépendants sont amenés à travailler simultanément, la mise en place d'un coordonnateur sécurité est obligatoire. Toutefois, malgré son rôle et les missions de santé et de sécurité qui lui sont confiées, son intervention ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités des autres intervenants (maître d'ouvrage, maître d'œuvre, entreprises intervenantes, etc.).

Si un plan de prévention est exigé, il sera rédigé conjointement par le responsable de l'entreprise extérieure et l'entrepreneur. L'arrêté du 19 mars 1993 fixe la liste des travaux dangereux pour lesquels le chef d'entreprise intervenant dans une autre entreprise doit établir un plan de prévention, quel que soit le nombre d'heures travaillées.

L'entrepreneur prendra en charge la rédaction du protocole de sécurité pour les opérations de chargement et de déchargement. Si nécessaire, et avant intervention, l'entrepreneur doit solliciter l'entreprise d'accueil ou le maître d'ouvrage pour demander l'autorisation de travailler par point chaud. En retour, et avant le début des opérations, le permis de feu est transmis à l'entreprise intervenante pour accord et signature. L'entrepreneur devra rédiger le Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), avant le début des travaux et dans un délai de trente jours à compter de la réception du contrat signé par le maître d'ouvrage (huit jours pour les travaux de second œuvre).

L'entrepreneur se chargera d'établir les notices de postes sur la base de l'évaluation des risques du document unique.

L'entrepreneur devra mettre en place les documents pour maîtriser les travaux réalisés en présence d'amiante :

- un mode opératoire pour toute intervention sur des matériaux ou appareils susceptibles de libérer des fibres d'amiante (travaux dits de « sous-section 4 ») ;
- un plan de retrait, de démolition ou d'encapsulation pour les travaux de retrait, de démolition ou d'encapsulation de matériaux amiantés (travaux dits de « sous-section 3 »).

0.1.04 PLANNING EXECUTION / COORDINATION ET PILOTAGE

Planning d'exécution:

Les travaux seront exécutés sur la base du planning prévisionnel indiqué à l'acte d'engagement. Pendant la période de

préparation, chaque entrepreneur proposera un planning de ses tâches que l'OPC intégrera au planning d'exécution qu'il constituera après analyse et rectification si nécessaire. Après avoir été mis en dates, pendant la période de préparation entre l'Entreprise, l'O.P.C, le Maître d'Œuvre et les entreprises, et après accord de toutes les parties, il sera notifié aux entreprises. Le planning deviendra contractuel et servira à détecter les retards sur les tâches critiques et permettra l'application éventuelle de pénalités de retard intermédiaires.

Coordination et pilotage :

Les commandes de matériaux et matériels et l'organisation et la gestion des travaux par chaque Entreprise titulaire de lot devront être compatibles avec le planning d'exécution et donc le délai global contractuel.

Chaque Entreprise titulaire de lot devra, avant démarrage de ses travaux :

Vérifier la concordance des côtes des plans et détails qui lui sont ou seront remis ;

Fournir tous les détails et plans techniques, notes de calcul par un Ingénieur que lui demandera le Maître d'œuvre ;

Demander en temps utile, les renseignements complémentaires sur tout ce qui paraîtrait imprécis, en rapport avec la solidité, la conservation et l'usage des ouvrages.

L'entrepreneur sera jugé et pénalisé si nécessaire sur la base de ce calendrier qui devra être mis à jour chaque fois que le Maître d'Œuvre et l'OPC le jugeront nécessaire.

Chaque Entreprise titulaire de lot devra dans le mois de préparation prévu au marché et à compter de la date de l'Ordre de service respecter le phasage de préparation, établit par l'OPC.

0.1.05 DOSSIER D'EXECUTION / FICHES TECHNIQUES :

Dossier d'Exécution :

Les plans d'exécution et notes de calcul sont à la charge des Entreprises titulaires de lots (structures BA, charpente métal, charpente bois, électricité, chauffage climatisation ventilation plomberie, fluides, Menuiseries, etc...).

Les Entreprises auront également à leurs charges (et pour chaque ouvrage à réaliser):

- Tous les plans de détails de fabrication des ouvrages ;
- Tous les plans de réservations (serrurerie, fluides, équipements divers.) ;
- Toutes les fiches techniques des matériaux et matériels à mettre en œuvre ;
- Tous les PV, certificats divers, avis techniques en cours de validité, étude de préconisation de fabricant, etcetera.

Tous ces documents en version papier (3 exemplaires) et en version dématérialisée (PDF et DWG) seront soumis à l'approbation de :

La Maîtrise d'œuvre ;

Du contrôleur technique ;

Ainsi que du coordinateur SPS de l'opération (pour ce qui le concerne) ;

Attention : aucun ouvrage ne pourra être commencé sans ces approbations.

Fiches Techniques :

Chaque Entreprise titulaire de lot devra fournir toutes fiches techniques en 3 exemplaires dans le cadre de son marché et pendant la période de préparations :

Le montage du dossier de fiches d'essais et fiches techniques de l'ensemble des matériaux mis en œuvre dont un exemplaire devant être à disposition en permanence sur le chantier.

Ces fiches porteront :

- sur les essais de matériaux sur le chantier
- sur les choix de matériaux définis par le Maîtrise d'œuvre
- sur les différents PV d'essais obligatoires
- Le type de fiche sera défini par le Maître d'Œuvre.

Le dossier « fiches techniques » de chaque lot sera remis en 3 exemplaires supplémentaires (ainsi qu'un CD des fichiers PDF et DWG) avec les dossiers D.O.E.

0.1.06 SYNTHESE DES PLANS :

Chaque Entreprise titulaire de lot devra s'assurer, avant le début des travaux et pendant la phase de préparations, que l'ensemble des prestations est compatible avec les ouvrages de chacun des lots (plans de détails, réservations, tracés, implantations ossatures diverses...).

Les titulaires de tous les lots devront fournir, en temps utile et selon les demandes du Maître d'Œuvre et de l'Entreprise

Principale, les précisions relatives aux ouvrages dont ils ont la charge dans le cadre du présent marché et dont l'exécution est liée à des sujétions communes à plusieurs lots, en particulier :

- Niveaux d'arases des liaisons entre le gros oeuvre et les ouvrages des corps d'état secondaires,
- Assemblages de liaisons entre les différents lots,
- Emplacements et définition des surcharges spéciales : massifs, socles, fers de suspentes, appareils, etc.
- Emplacement et passage des canalisations, caniveaux, tuyauteries, calorifugeages, gaines, etc...
- Dispositions et sujétions à prévoir : supports, percements, scellements, etc...

Avant d'exécuter leurs propres ouvrages, ils devront vérifier que les ouvrages des autres lots qui seront en relation avec les leurs, seront réalisés correctement et conformément aux plans d'exécution, à la charge des titulaires des lots concernés.

Chaque titulaire d'un marché de travaux devra prendre connaissance des différentes spécifications particulières propres à ses travaux pour tous les points où ceux-ci sont en interface avec les travaux des autres lots, et en tiendra compte dans son offre.

Chaque titulaire d'un marché de travaux devra établir les plans de synthèse relatifs à tous les interfaces entre les prestations dues au titre de leur marché, et les prestations dues par les autres lots.

Le récolement des plans de synthèse sera conforme aux spécifications du CCAP.

0.1.07 INFORMATIONS A TRANSMETTRE :

Chaque Entreprise titulaire de lot fournira en temps utile, et selon les spécifications du Maître d'Œuvre, toutes les informations concernant les ouvrages, et dont la mise en œuvre s'imbrique avec ceux d'autres corps d'état.

0.1.08 PIECES ECRITES ET PLANS :

L'ensemble des pièces écrites constituant le dossier, complété par les documents graphiques, donne les indications utiles à la réalisation du projet. Les plans et les pièces écrites se complètent mutuellement et réciproquement.

Les prestations à exécuter comprendront donc tous les travaux du CCTP décrits ou non décrits, découlant implicitement des plans et nécessaires à l'achèvement complet de la construction sans restriction ni réserve et sans pouvoir se prévaloir de quelques plus-values que ce soit.

Il appartient à chaque Entreprise titulaire de lot de compléter et d'exécuter tous les ouvrages nécessaires à un parfait achèvement des travaux selon les règles de l'art et sans pouvoir se prévaloir de quelques plus-values que ce soit.

Les entreprises devront, notamment pour chacun de leurs ouvrages, vérifier les mesures des ouvrages exécutés et adapter l'exécution aux dimensions de l'état réel de la réalisation sans pouvoir se prévaloir de quelques plus-values que ce soit en cas de variation dimensionnelle.

La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) fait partie intégrante du présent marché.

Il est rappelé toutefois que les quantités portées dans le cadre DPGF sont données à titre purement indicatif et ne sont pas contractuelles. L'Entreprise devra les quantités qui y sont spécifiées selon ses méthodes de chiffrage, les vérifier et les modifier s'il y a lieu dans la colonne quantité corrigée du DPGF.

En aucun cas l'Entreprise titulaire de lot ne pourra arguer de l'imprécision, des omissions, des incohérences dans les documents divers (pièces écrites et graphiques) pour refuser d'exécuter, s'agissant d'un marché de travaux à caractère forfaitaire, des ouvrages ou parties d'ouvrages qui sont implicitement nécessaires à la parfaite exécution et finition des ouvrages.

En conséquence L'Entreprise titulaire de lot devra prévoir lors de l'établissement de son prix global et forfaitaire toutes les conséquences, prévisions et exécution nécessaires au parfait achèvement de chacun de ses ouvrages.

L'Entrepreneur est donc informé d'une manière générale, qu'il a à sa charge tous les ouvrages annexes concourant à la mise en œuvre de ses ouvrages, même si ces ouvrages annexes ne sont pas explicitement décrits ou mentionnés dans les plans et pièces écrites.

En qualité de spécialiste, l'Entrepreneur doit vérifier que les prestations prévues à son CCTP permettent de satisfaire aux prescriptions des DTU et aux normes en vigueur et joindre ses observations par écrit à sa proposition. Cette vérification doit avoir lieu également avant la signature du marché. Après signature du marché, il ne sera plus admis aucune réclamation.

L'Entrepreneur fournira au Maître d'Œuvre et au Maître d'Ouvrage tous les détails d'exécution qu'il se propose de réaliser, sur la base des dessins et documents figurant au dossier marché. Il s'inspirera des dessins et coupes types figurant au DTU.

Ouvrages non décrits explicitement :

Il est précisé que les descriptions et indications mentionnées sur les divers documents n'ont pas de caractère exhaustif et que l'entreprise devra prévoir tous les travaux, dans leur corps d'états, nécessaires au parfait achèvement de la construction tout

en suppléant aux éléments qui pourraient être mal indiqués ou omis dans les pièces écrites et les plans.

Par conséquent, les Entrepreneurs ne pourront, en aucun cas, arguer des erreurs ou omissions ou discordance sur tout document, pour se dispenser d'exécuter tous les ouvrages nécessaires au parfait achèvement des travaux ou pour demander un supplément de prix. Faute de se conformer à ces prescriptions, les Entrepreneurs deviendront responsables de toutes les erreurs relevées en cours d'exécution, ainsi que des conséquences de toutes natures qu'elles entraîneraient.

Les CCTP décrivent l'essentiel des ouvrages dus par les entrepreneurs. S'ils ne définissent pas dans tous les détails les ouvrages, les travaux non apparents et tous les travaux nécessaires à l'exécution ou à la bonne finition des ouvrages sont compris dans le marché, au même titre que tous ceux explicitement décrits.

Il est rappelé que la DPGF reprend les articles des CCTP La description de ceux-ci ne se limite pas à l'intitulé de la DPGF mais bien aux indications des CCTP.

0.1.09 ACCEPTATION DU MARCHE :

L'Entreprise titulaire de lot qui accepte son marché, reconnaît avoir pris parfaitement connaissance :

D'une part des pièces contractuelles relative à son marché, jointes (CCTP, plans, etc..) ou non jointes (DTU, Normes, règlements, etc..) ;

D'autre part des lieux du projet ; des contraintes liées à la nature du sol ; de la disposition des ouvrages à construire, des accès et des particularités des environnants au chantier ; de l'organisation spécifique dans l'espace et dans le temps des travaux tous corps d'état (planning, etc..).

Enfin des diverses contraintes juridiques et administratives (de voisinages, compagnies concessionnaires, protection des ouvrages apparents ou enterrés, droits de décharges, etc..). Il ne pourra donc prétendre à aucun supplément, indemnité pour éventuelle imprévision.

0.1.10 CONTROLE TECHNIQUES DES OUVRAGES / ESSAIS COPREC :

A/ VERIFICATION TECHNIQUE INCOMBANT AUX ENTREPRISES :

Il appartient à chaque Entreprise titulaire de lot, outre les contrôles exercés par le Maître d'Oeuvre et le contrôleur technique, de procéder à un contrôle interne permanent des ouvrages conformément aux règles en vigueur.

Chaque Entreprise titulaire de lot définira le programme de contrôle interne en précisant les dispositions prévues sur chantier pour en assurer le respect et indiquera le nom de la personne qui sera chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre. Ce programme devra être approuvé par le contrôleur technique.

Les différents niveaux de contrôle que devra exercer l'Entreprise titulaire de lot (et ses sous-traitants) concerneront notamment :

- la qualité des fournitures, l'entrepreneur s'assurera que les produits sont conformes aux normes et aux spécifications du marché
- le stockage des produits, l'entrepreneur veillera à ce que les produits sensibles aux agents climatiques ou aux déformations mécaniques soient convenablement protégés
- la fabrication et la mise en œuvre des ouvrages conformément aux D.T.U. ou Règles de l'Art ;
- l'interface entreprise, l'entrepreneur vérifiera au niveau de la conception et de l'exécution la bonne intégration et réalisation de ses ouvrages ;
- les essais : l'Entreprise procédera aux vérifications ou essais imposés par le D.T.U. et les règles professionnelles, les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites, ou demandées par le Contrôleur Technique, le Maître d'Oeuvre et/ou le Maître d'Ouvrage ;
- la mise en oeuvre des ouvrages : l'Entreprise s'assurera des compétences de ses ouvriers et éventuelles de sous-traitants ;

Chaque Entreprise titulaire de lot sera tenue de fournir au Maître d'Oeuvre sur simple demande tous les renseignements nécessaires au contrôle des matériaux tels que : spécifications techniques, avis techniques, procès-verbaux d'essais, classement, etc.

Rappel : tous les essais et analyses, jugés nécessaires par le Maître d'oeuvre ou le bureau de contrôle, et prescrits dans les spécifications des documents techniques généraux de référence, sont à la charge de chaque Entreprise titulaire de lot et comme tels inclus dans le prix.

B/ CONTROLES REALISES PAR LA MAITRISE D'OEUVRE ET/OU LE MAITRE D'OUVRAGE :

Les contrôles tout au long de la phase chantier sont susceptibles d'être réalisés à la fois par la maîtrise d'oeuvre ou la maîtrise d'ouvrage.

Chaque Entreprise titulaire de lot aura à sa charge l'établissement et la fourniture de tous les documents de détails et notes de calcul qui pourront lui être demandés par la Maîtrise d'oeuvre dans le cadre exécutif de sa mission.

L'Entreprise titulaire de lot est tenue de se conformer pendant l'exécution des travaux aux observations ou recommandations de ce dernier.

L'Entreprise titulaire de lot est tenue de laisser à tout moment la Maîtrise d'Oeuvre, pénétrer sur le chantier et le visiter et leur permettre tout contrôle, prélèvement échantillons, examen de plans, etc...

Pour tous les lots, la maîtrise d'oeuvre a défini les aspects susceptibles d'être contrôlés. Sur cette base, des contrôles des travaux auront lieu portant sur :

- les matériaux ou les équipements,
- les pratiques de construction,
- les pratiques d'installations.

Ces contrôles pourront avoir lieu en usine ou atelier de fabrication ou sur le chantier.

Traitement des anomalies :

Toutes les anomalies rencontrées dans le cadre des contrôles ou en dehors des contrôles feront l'objet d'un enregistrement sur le registre des anomalies mis à disposition de tous les acteurs du projet. L'entreprise aura un délai de 10 jours (sauf dérogation exceptionnelle pour urgence ou problème complexe) pour remédier à ces anomalies ou si ces anomalies ne peuvent être réparées complètement, elle disposera d'un délai maximum de 5 jours pour fournir un plan d'actions correctives pour palier le problème rencontré.

C/ ESSAIS DE FONCTIONNEMENT (COPREC) :

Afin de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, chaque Entreprise titulaire de lot concernée devra effectuer à sa charge, au plus tard avant réception, les essais et vérifications figurant sur la liste établie par le COPREC et imposés par les DTU, les régies Professionnelles ainsi que les essais supplémentaires exigés par les pièces écrites, en accord avec les Assureurs dans la mesure où ils s'appliquent aux installations qui les concernent.

Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans des procès-verbaux suivant des modèles normalisés.

Pour mémoire, les divers procès-verbaux définis par les documents techniques COPREC à fournir avant réception sont les suivants :

- Installations électriques
- Réseaux hydrauliques
- Ventilations mécaniques
- Climatisation
- Distribution collective d'antennes TV – Réseaux de distribution collective
- Installations électriques : Logements / Services Généraux
- Plomberie sanitaire
- Réseau d'alimentation en eau
- Réseaux d'évacuation
- Réseaux de V.R.D. y compris arrosage
- Chauffage eau chaude
- Ventilation mécanique
- Désenfumage
- Portes électroniques et portes motorisées – Portiers électroniques
- Ascenseurs
- Portes motorisées de garages
- Equipements de cuisines.

Les frais de l'ensemble de ces contrôles seront à la charge des titulaires des lots concernés.

Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans les procès-verbaux qui devront être adressés pour examen au Contrôleur Technique, ainsi que deux autres exemplaires au Maître de l'Ouvrage

0.1.11 PRESTATIONS GENERALES A LA CHARGE DES ENTREPRISES :

Les prestations à la charge de chaque entreprise titulaire de lot dans le cadre de son marché comprendront implicitement :

- l'amenée, la mise en place, la maintenance et le repli en fin de travaux des installations du chantier ;
- la fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de son marché ;
- la réception de l'état des supports en présence du maître d'œuvre et de l'entrepreneur ayant réalisé les supports ;
- le nettoyage des ouvrages pour la livraison et la réception ;
- la protection des ouvrages jusqu'à la réception ;
- l'établissement des plans de réservation et des plans de chantier ;
- l'établissement des plans d'exécution dans les cas où ils sont à sa charge selon le CCAP ;
- tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou de descente) nécessaires à la réalisation des travaux ;
- tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc. dans les conditions précisées aux documents contractuels ;
- la fixation par tous moyens des ouvrages ;
- la main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, etc. des ouvrages en fin de travaux et après réception ;
- la mise à jour, ou l'établissement, de tous les plans " comme construit " pour être remise au maître d'ouvrage à la réception des travaux ;
- le préchauffage des locaux en cas de nécessité -et suivant les exigences de délai du planning contractuel- pour la réalisation de certaines prestations conformément aux DTU normes et règlements.
- la quote-part de l'entreprise dans les frais généraux du chantier et le compte prorata ;
- et tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux ;
- les nettoyages du chantier en cours et en fin de travaux ;
- le ramassage et la sortie des déchets et emballages ;
- le tri sélectif des emballages et des déchets et l'enlèvement hors du chantier, dans le respect de la législation en vigueur ;

RECEPTION DES SUPPORTS

L'Entrepreneur de chaque lot procédera, à une réception des supports avant la pose de ses ouvrages. Les supports devront être plans et stables, l'Entrepreneur est tenu de s'informer de la nature des supports, ainsi que des sujétions ultérieures pouvant lui être imposées.

Avant toute exécution, l'Entrepreneur de chaque lot assurera le nettoyage et le dépoussiérage du support qui devra être débarrassé de toutes traces, gravas et déchets, et ensuite réceptionner les supports.

En cas de contestation, les supports seront remis en état par le lot GROS ŒUVRE ou le lot CLOISONS ou un autre lot concerné, conformément aux normes, puis vérifiés et acceptés sans réserve par l'Entrepreneur de chaque lot.

Pendant la phase GROS ŒUVRE, l'Entrepreneur de chaque lot est tenu de vérifier périodiquement les supports et d'informer le Maître d'Œuvre de leur qualité, par écrit ou au cours des réunions de chantier.

A la suite de la réception des supports, un procès-verbal sera dressé et aucune réclamation ultérieure ne sera plus admise. L'Entrepreneur de chaque lot demeurera seul responsable des malfaçons ultérieures et ne pourra se prévaloir du mauvais état du support dans le cas d'une mauvaise tenue ou présentation de son ouvrage.

Tout commencement de pose par l'Entrepreneur de chaque lot équivaut à une acceptation sans réserve des supports réalisés par l'Entrepreneur du lot intervenant précédemment

0.1.12 CONNAISSANCE DES LIEUX

Par le fait d'avoir remis leur offre, les entrepreneurs sont réputés :

- s'être rendus sur les lieux où doivent être réalisés les travaux ;
- avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées, ainsi que de toutes les indications sur les plans annexés au présent projet ;
- avoir pris parfaite connaissance de l'état du terrain qui leur sera livré ;
- avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage de matériaux, des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc. ;
- avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.

Les entrepreneurs sont réputés avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser. Aucun entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais

0.1.13 DEMARCHES ET AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES

L'Entrepreneur chargé du lot Gros Oeuvre aura à sa charge doit se mettre en rapport avec les divers services intéressés (Enedis, orange, Ville, Service des Eaux, Service d'Assainissement, La Poste, Services de voirie, Eclairage Public, Réseau câblé, transports en communs aériens et souterrains, etc.) pour se procurer les renseignements utiles à l'exécution de ses travaux.

Il doit se soumettre à toutes les vérifications et visites des agents de ces services et fournir tous les documents et pièces justificatives demandés.

Il doit transmettre au Maître d'Œuvre tous les renseignements qu'il aura recueillis au cours de ses contacts et qui concernent soit la construction, soit l'exécution de travaux qui ne sont pas à sa charge.

L'Entrepreneur doit, au moment opportun et de son propre chef, effectuer toutes les démarches nécessaires auprès des services compétents afin d'obtenir, en temps voulu, la mise en service des installations.

Il doit, à cet effet, se procurer et remplir les formulaires nécessaires, les faire signer par le Maître d'Ouvrage et les remettre aux services intéressés.

L'entrepreneur chargé du lot Gros Oeuvre aura à sa charge : la demande de toutes les autorisations de voirie (et tous les frais associés d'occupation provisoire du domaine public) auprès de la commune et toutes les déclarations réglementaires d'intention de commencement des travaux auprès des concessionnaires de réseaux.

0.1.14 LIAISONS ENTRE LES CORPS D'ETAT

La liaison entre les différentes entreprises concourant à la réalisation du projet devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux. Dans le cadre de cette liaison entre les entreprises :

- l'entrepreneur de gros œuvre prendra contact avec tous les autres corps d'état afin d'obtenir tous renseignements en ce qui concerne les ouvrages de finition et d'équipements dont l'exécution aura une incidence sur la réalisation de ses propres travaux ;
- chaque entrepreneur réclamera au maître d'œuvre en temps voulu toutes les précisions utiles qu'il jugera nécessaires à la bonne exécution de ses prestations ;
- chaque entrepreneur se mettra en rapport en temps voulu avec le ou les corps d'état dont les travaux sont liés aux siens afin d'obtenir tous les renseignements qui lui sont nécessaires ;
- chaque entrepreneur devra travailler en bonne intelligence avec les autres entreprises intervenant sur le chantier dans le cadre de la coordination d'ensemble ;
- tous les entrepreneurs seront tenus de prendre toutes dispositions utiles pour assurer l'exécution de leurs travaux en parfaite liaison avec ceux des autres corps d'état.

À aucun moment durant le chantier, aucun entrepreneur ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant ou ne pas fournir des renseignements ou des plans ou dessins nécessaires aux autres corps d'état pour la poursuite de leurs travaux.

0.1.15 TRAITS DE NIVEAU

Au fur et à mesure de l'avancement de la construction, l'entrepreneur de gros œuvre devra, à ses frais :

- porter à l'extérieur sur les façades le niveau + 1,00 m fini du premier niveau ;
- porter à l'intérieur sur les murs et cloisons bruts et après l'exécution des enduits, le niveau + 1,00 m fini au-dessus de tous les planchers, et ce, autant de fois qu'il sera nécessaire et à tous les emplacements nécessaires aux autres corps d'état.

Il est bien spécifié que ces traits de niveau seront à tracer par le gros œuvre également après exécution des enduits, plaques plâtre et/ou enduits minces exécutés par d'autres corps d'état.

Ce trait de niveau devra pouvoir être enlevé par simple brossage en ne laissant aucune trace et ne pas détériorer également chaque paroi concernée par le tracé.

0.1.16 TRAVAUX SPECIAUX

Dans tous les cas où il est prévu dans le marché certains travaux spéciaux pour lesquels l'entrepreneur titulaire du marché n'a pas la qualification professionnelle, le maître d'œuvre sera en droit d'exiger que les travaux concernés soient sous-traités à un entrepreneur spécialiste qualifié.

Le choix du sous-traitant sera alors à soumettre au maître d'ouvrage pour accord.

0.1.17 ÉCHANTILLONS / ELEMENTS MODELES / OUVRAGES TEMOINS

Echantillons :

Chaque entrepreneur est tenu de fournir, dans les délais fixés, tous les échantillons d'appareillage, de matériels, de matériaux qui lui seront demandés par le maître d'œuvre. Ceux-ci doivent être montés en panoplie, disposés sur un chevalement et soigneusement fixés, plombés le cas échéant, pour éviter toute substitution.

Ils seront entreposés par les entrepreneurs dans un local spécial annexé au bureau du maître d'œuvre. Les échantillons seront inscrits sur un registre et seront numérotés. Le registre comportera une case réservée à la signature du maître d'œuvre qui sera seul juge de la conformité de ces échantillons avec les spécifications des pièces du dossier, et une case réservée pour la signature du maître de l'ouvrage qui manifestera ainsi son acceptation.

Aucune commande de matériel ne pourra être passée par l'entrepreneur, sinon à ses risques et périls, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'aura pas été matérialisée par la signature du maître d'œuvre.

L'acceptation par le maître d'œuvre des échantillons pourra également se faire par une mention explicite sur un compte rendu de réunion de chantier ou par un courrier du maître d'œuvre.

Éléments « modèles » :

Pour certains ouvrages fabriqués ou préfabriqués et dont le nombre d'éléments de même type est suffisant pour le justifier, le maître d'œuvre aura la faculté de demander à l'entrepreneur la mise en place sur le chantier d'un élément à titre de « modèle ».

Cet élément pourra être, en fonction de l'avancement des travaux, soit mis en place à son emplacement définitif, soit posé au sol sur un support adéquat. Ce modèle servira à la mise au point définitive de l'ouvrage considéré, et l'entrepreneur devra y apporter toutes les modifications jugées utiles par le maître d'œuvre.

Dans le cas de modifications trop importantes, le modèle devra être repris par l'entrepreneur et remplacé par un modèle conforme.

La présentation de ce modèle devra se faire dans le délai fixé par le maître d'œuvre lors de la demande.

Ouvrages témoins :

Des ouvrages témoins seront réalisés le plus tôt possible par chaque Entreprise titulaire de lot.

La date de réalisation permettra toutes les mises au point nécessaires sans influence sur le planning contractuel.

Les ouvrages témoins, qui serviront de référence, seront entretenus et remis en état par chaque Entreprise titulaire de lot pendant toute la durée du chantier.

Toutes modifications demandées par le Maître d'œuvre seront apportées aux ouvrages témoins par chaque Entreprise titulaire de lot.

A la fin du chantier après accord du Maître d'œuvre ils seront évacués par chaque Entreprise titulaire de lot.

0.1.18 REGLES D'EXECUTION GENERALES

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage. À ce sujet, il est formellement précisé aux entreprises qu'il leur sera exigé un travail absolument parfait et répondant en tout point aux règles de l'art, et qu'il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées.

La démolition de tous travaux reconnus défectueux par le maître d'œuvre et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'entrepreneur, de même que tous frais de réfection des dégâts éventuels causés aux ouvrages des autres corps d'état, et aucune prolongation de délai ne sera accordée.

Tous les matériaux, éléments et articles fabriqués « non traditionnels » devront toujours être mis en œuvre conformément aux prescriptions de l'Avis Technique.

0.1.19 PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES ET MATERIAUX

Les matériaux, produits et composants de construction devant être mis en œuvre seront toujours neufs et de première qualité. Les matériaux, quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

Dans le cadre des prescriptions du CCTP, le maître d'œuvre aura toujours la possibilité de désigner la nature et la provenance des matériaux qu'il désire voir employer et d'accepter ou de refuser ceux qui lui sont proposés.

Pour tous les matériaux et articles fabriqués soumis à Avis Technique, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et produits fabriqués titulaires d'un Avis Technique.

Pour les produits ayant fait l'objet d'une certification par un organisme certificateur, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des produits titulaires d'un certificat de qualification.

0.1.20 PROTECTION DES OUVRAGES

Les entrepreneurs de revêtements de sol devront assurer la protection de leurs revêtements de sol jusqu'à la réception. Pour les sols en carrelage, marbre, etc., cette protection pourra être assurée par mise en place de sciure de bois, ou par tout autre moyen efficace.

En ce qui concerne les sols en tapis textile ou moquette, la protection pourra être assurée par la mise en place d'une couche de papier fort collé aux joints.

Pour les sols en plastique, parquets, etc., la mise en place de papier fort pourra convenir.

Les mêmes spécifications concerneront les marches d'escaliers où plus particulièrement le nez de marche devra être protégé. Les appareils sanitaires devront également être protégés, notamment en rives et sur les arêtes, par une bande de papier fort collé.

En ce qui concerne les ouvrages de menuiserie en bois, toutes les arêtes qui du fait de leur position risquent d'être épauprées, notamment les huisseries, bâtis et autres montants, devront être protégées au droit des arêtes par des petits liteaux fixés par pointes.

Pour les ouvrages soignés prévus pour rester apparents, ces protections sont absolument indispensables pour toutes les parties exposées aux chocs en cours de travaux.

En ce qui concerne les menuiseries en alliage léger ou en autres métaux à parement fini, elles devront obligatoirement être protégées par un film plastique collé.

Pour la réception, toutes ces protections devront avoir été enlevées par les entrepreneurs respectifs.

0.1.21 CONTRIBUTION DES PRODUITS DE CONSTRUCTION A LA QUALITE DE L'AIR INTÉRIEUR / PRESCRIPTIONS ENVIRONNEMENTALES DE CERTAINS MATERIAUX

Les produits et matériaux de construction, revêtements de mur et de sol, peintures et vernis, sont étiquetés A, au sens de l'arrêté du 19 avril 2011.

La durabilité naturelle ou conférée du bois (normes NF EN 350-2 et NF EN 351-1) est adaptée à la classe d'emploi (déterminée dans la norme NF EN 335).

En cas de traitement des produits bois, ce dernier est réalisé par un produit biocide en phase aqueuse conforme à la directive 98/8/CE et le bois traité est labellisé CTB-B+ (ou équivalent) ; OU le bois est traité en usine avec un produit labellisé CTBP+ ou équivalent.

LAINES MINÉRALES

Dans le cas d'utilisation de laines minérales, elles devront être certifiées EUCB.

DECLARATION OU ETIQUETAGE ENVIRONNEMENTAL DES MATERIAUX

Les entreprises devront respectivement être en mesure de fournir au Maître d'ouvrage, les Fiches de Déclaration Environnementales et Sanitaires (FDES) des produits de construction se rapportant à la structure, à l'enveloppe, au cloisonnement et aux revêtements intérieurs, relatifs à leur lot en référence à l'application de la norme NF EN 15804+A1 Avril 2014 - P01-064 Contribution des ouvrages de construction au développement durable - Déclarations environnementales sur les produits - Règles régissant les catégories de produits de construction

TRAITEMENT DE PRESERVATION DU BOIS

Rappel : La durabilité naturelle ou conférée du bois (établie dans les normes NF EN 350-2 et NF EN 351-1) doit être adaptée à la classe d'emploi (déterminée dans la norme NF EN 335)

En cas de traitement, ce dernier doit être réalisé par un produit biocide conforme à la directive 98/8/CE ou être un traitement n'utilisant pas de substance active (avec procédure ATec ou ATEEx)

EMISSIONS EN FORMALDEHYDE DES DERIVES DE BOIS

Les panneaux de contreplaqué devront être de classe A selon la norme NF EN 1084.

Les panneaux de fibres et les panneaux de particules doivent être de classe E1 selon la norme NF EN 13986 et testés en fabrication selon la norme NF EN 717-1 définissant l'émission en formaldéhyde du panneau.

EMISSIONS DE CMR

Les produits de construction et de décoration sont soumis à l'arrêté du 30 avril 2009 et son complément du 28 mai 2009, relatif aux limites réglementaires d'émissions des substances classées CMR 1 / CMR 2 / CMR 3.

Les entreprises doivent mettre à la disposition du maître d'Ouvrage, s'il le demande, les informations sur les CMR (pour les CMR1 et 2, la recherche de substitution est une obligation qui s'impose).

0.1.22 PROTECTION DES ABORDS ET EQUIPEMENTS EXISTANTS :

1/ PROTECTION ET NETTOYAGE :

Chaque entreprise assurera le nettoyage des voiries qu'il aura emprunté. La prestation comprend :

- pendant les phases de travaux, toutes les protections et confortements des voiries utilisées par les véhicules du chantier, de manière à éviter tous risques de tassement et d'effondrement des sols.
- le nettoyage et l'entretien régulier des voiries publiques empruntées par les véhicules du chantier et de leurs abords, et en tout cas à chaque fois que le Maître d'œuvre ou le coordonnateur SPS le demanderont.

En cas de manquement et sur simple constat du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage, si le responsable n'est pas identifié, la prestation sera assurée à sa demande par l'entreprise du lot Gros Oeuvre et les frais de remise en état seront alors à prendre en charge par le compte prorata.

Tous éléments de mobilier qui s'avéraient gênants pour le passage des engins et camions seront à déposer et reposer par l'Entreprise titulaire de lot concernée, après accord des services compétents.

2/ PROTECTION DES RESEAUX EXISTANTS

L'Entrepreneur du lot GROS ŒUVRE s'assurera du respect de ces protections tout au long des leurs travaux.

Avant toute intervention sur le terrain, l'entreprise du *lot GROS ŒUVRE* devra procéder, à ses frais, à l'établissement de la liste exhaustive de tous les branchements traversant l'emprise du projet et à éventuellement déposer (eau, électricité, gaz, téléphone, assainissements, réseaux câblés, etc.).

Il sera établi un plan détaillé de vérification des réseaux à fournir au Maître d'Ouvrage et au Maître d'Œuvre bien avant le démarrage des travaux de terrassement et pendant la phase de préparation.

Pour ce faire, l'Entrepreneur prendra contact avec les divers services techniques afin d'obtenir tous les renseignements utiles sur les raccordements existants et, éventuellement, sur les réseaux privés (pouvant desservir les parcelles voisines) ou publics pouvant se trouver dans l'emprise du terrain.

L'Entrepreneur est tenu d'effectuer toutes démarches utiles auprès des services publics ou concessionnaires pour s'assurer qu'il ne reste pas dans le terrain d'anciennes canalisations.

Il doit signaler au Maître d'Œuvre toutes les canalisations en service qui doivent être conservées ou déviées.

L'Entrepreneur devra soit :

- S'assurer, avant tout commencement des travaux, que tous les branchements ont bien été supprimés.
 - Prendre toutes les précautions (pontages, etc.) pour éviter d'endommager les canalisations ou câbles rencontrés et existants.
- En cas de détérioration, la réparation et la remise en état des réseaux endommagés sera à la charge de l'Entrepreneur, de même que les dégâts occasionnés. Il assurera également leur déplacement si nécessaire.

Tous les réseaux devront être coupés et isolés avant d'en effectuer la dépose.

Pendant la durée des travaux, l'Entrepreneur devra prendre toutes les précautions pour assurer la protection et l'entretien des réseaux d'assainissement en exploitation dans l'emprise de cette opération.

Dans le cas de rencontre d'une canalisation inconnue dans les fouilles, l'Entrepreneur devra immédiatement en avvertir le Maître de l'Ouvrage, le Maître d'Œuvre et le service concessionnaire concerné et celle-ci n'est démolie que si l'Entrepreneur fait la preuve qu'elle n'est pas en usage à quelque titre que ce soit.

L'Entrepreneur devra assurer la sauvegarde et la protection de ce réseau pendant toute la durée nécessaire en accord avec le service concessionnaire concerné

En fin de chantier, l'Entrepreneur devra procéder au curage des réseaux EP et EU/EV et présentera un certificat de curage réalisé par une Entreprise spécialisée.

Il est précisé qu'il n'est pas tenu compte des incidences de ces travaux sur les délais d'exécution.

A titre d'information, il est fourni au présent marché des plans des réseaux existants.

3/ ENTRETIEN DE LA VOIRIE & SALISSURE DU DOMAINE PUBLIC

L'Entrepreneur du *lot GROS ŒUVRE* s'assurera du respect de cette protection tout au long des leurs travaux :

Pendant toute la durée des travaux, les voies et trottoirs du domaine public devront toujours être maintenues dans un parfait état de propreté.

Chaque Entrepreneur devra prendre toutes les dispositions pour ne pas provoquer de gêne au voisinage et pour assurer durant toute la durée de son intervention, l'entretien et le nettoyage permanent des voies d'accès au chantier avec évacuation des débris tombés sur la chaussée, débouage des engins de transport, arrosage des voies en période sèche, respect des horaires normaux de travail, etc.

Les convois de déblais vers leur point de décharge répondront aux réglementations (camions bâchés)

Les salissures des voies du domaine public et privé par les engins et camions devront être éliminées en tout premier lieu par des dispositions appropriées prises sur le chantier lui-même (aire de lavage).

Les véhicules seront nettoyés avant la sortie du chantier pour ne pas souiller les voiries publiques empruntées par ces véhicules.

En outre, l'Entrepreneur sera responsable du nettoyage du domaine public sur une distance de 500m de part et d'autre de chaque sortie d'engins sur le domaine public.

A l'occasion de toute sortie sur le domaine public d'un véhicule en charge, l'Entrepreneur devra s'assurer qu'aucun élément du chargement ne peut tomber du véhicule sur les chaussées ou trottoirs.

Il se conformera sur ce point aux exigences imposées par les services techniques de la Mairie.

- les sols extérieurs (dont le pavage en pierre est récent) seront protégés par tous moyens appropriés pendant toute la durée du passage des engins, camions, bennes, ...propres au chantier.

Les frais afférents à la mise en place de ces dispositions de nettoyage seront à la charge de l'Entreprise de GROS ŒUVRE.

En cas de non-respect de cette obligation, l'Entrepreneur sera tenu comme seul responsable des conséquences.

Un état des lieux sera fait entre l'Entreprise et l'administration concernée avant toute intervention.

L'Entreprise de GROS ŒUVRE en tant que titulaire du compte prorata sera responsable de la remise en état des voiries et trottoirs. Le Maître d'Œuvre pourra, aux frais de l'Entrepreneur, faire exécuter par une autre Entreprise la réfection des sols et le nettoyage du domaine public, autant de fois qu'il le jugera nécessaire.

L'Entreprise du lot GROS ŒUVRE doit les installations complémentaires à ses installations de chantier nécessaires pour obtenir un chantier propre.

4/ SECURITE DES VOIRIES ET DES USAGERS DES VOIES PUBLIQUES

Pendant l'exécution des travaux, chaque Entrepreneur devra prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des usagers des voies publiques ainsi que des usagers des mitoyens.

Les sorties de chantier seront signalées par des panneaux réglementaires et nettement dégagés de part et d'autre des sorties de façon à attirer l'attention des usagers de l'espace public, de jour comme de nuit (signalisation lumineuse clignotante).

Durant toute la durée des démolitions et terrassements, des aménagements provisoires devront être maintenus afin d'assurer la circulation sans risque pour les piétons et véhicules. Toutes les précautions devront être prises pour éviter les accidents et nuisances aux riverains.

Les protections réalisées devront être conformes à la réglementation générale et communale.

L'Entrepreneur sera tenu pour responsable de tout accident consécutif à un défaut de signalisation vis-à-vis de la réglementation, qu'il soit originel ou consécutif à une défaillance.

L'Entreprise mettra plusieurs agents de la circulation pour prévenir tout accident à l'extérieur du chantier ; ces agents assureront la manœuvre et la circulation des camions et engins et toutes missions de sécurité.

La mise en œuvre à la peinture routière de passages piétons provisoires pourra être nécessaire ; y compris son entretien pour rester efficacement visible et son effacement au moment du repli de chantier

5/ PROTECTION DES OUVRAGES EXISTANTS

L'Entrepreneur du lot GROS ŒUVRE doit les protections préalables au démarrage des travaux et leur entretien et maintien tout au long du chantier.

Avant tout commencement de travaux, l'Entrepreneur du *lot GROS ŒUVRE* devra faire exécuter un constat de l'état actuel des espaces extérieurs proches du chantier par un huissier assermenté, et ce, à ses frais. Il fera son affaire de toutes les reprises après dégradation éventuelle (remplacement des pavages en pierres, ...).

L'Entrepreneur est responsable de la protection des existants et de ses ouvrages pendant toute la durée du chantier et jusqu'à la réception de ces travaux. Il devra prendre toutes les mesures nécessaires à la protection des chaussées et des abords immédiats du chantier, ainsi que les ouvrages de clôture des mitoyens.

Le remplacement d'ouvrages existants détériorés ou perdus sera à la charge et aux soins de l'Entreprise responsable. En cas de refus de sa part, le montant de la dépense sera retenu sur les sommes qui lui seront dues.

Toutes précautions devront être prises et tous moyens de protection devront être établis par tous les corps d'états, chacun en ce qui les concerne, de manière que l'exécution des travaux ne constitue ni d'entrave ni de danger pour les tiers.

Le Maître d'Œuvre ou le Coordinateur SPS auront la possibilité d'exiger la mise en place de protections complémentaires qu'ils jugeront utiles sans que l'Entrepreneur ne puisse élever de contestations.

Si au cours des travaux de terrassement, un événement compromettant la stabilité des ouvrages voisins est avéré, l'Entrepreneur informera immédiatement le Maître d'Œuvre, par lettre recommandée AR. Il devra en attendant de décision, cesser ces travaux et parer à toute éventualité en établissant au besoin des étalements d'urgence.

6/ PIECES REPRESENTANT UNE VALEUR ARTISTIQUE OU ARCHEOLOGIQUE

Dans le cas de mise à jour lors des travaux de pièces représentant une valeur artistique ou archéologique, l'Entrepreneur sera tenu d'avertir immédiatement le Maître de l'Ouvrage et le Maître d'Œuvre

L'Entrepreneur devra alors respecter toutes les instructions qui lui seront données et les frais engagés à ce sujet lui seront réglés sur dépenses contrôlées.

7/ PROTECTIONS DES OUVRAGES EXISTANTS

Lors de toute exécution de travaux dans l'existant, l'Entrepreneur de chaque lot devra prendre toutes dispositions et toutes précautions utiles pour assurer dans tous les cas, la conservation sans dommages des ouvrages existants contigus ou situés à proximité.

Les frais de protection propre à un corps d'état seront à la charge de ce corps d'état.

0.1.23 RESERVATIONS PERCEMENTS REBOUCHAGES :

1/ RESERVATIONS PERCEMENTS :

Réservations dans ouvrages de gros oeuvre neufs :

Dans tous les ouvrages verticaux et horizontaux maçonneries et en béton armé, ainsi que dans tous les éléments préfabriqués, le cas échéant, tous les percements, passages, trous, gaines, fourreaux etc. devront être réservés au coulage par l'entrepreneur du *LOT GROS ŒUVRE*, les refouillements, percements et autres dans ces ouvrages étant formellement interdits.

En conséquence, tous les entrepreneurs des corps d'état concernés devront en temps utile prendre toutes dispositions afin de faire prévoir au coulage ou à la préfabrication toutes les réservations ou autres nécessaires à la bonne exécution de leurs ouvrages.

Dans le cas contraire, les réservations seront exécutées par le corps d'état concerné directement.

Les passages de canalisations seront prévus dans les plans d'exécution et réalisés avec mannequins, coffrages ou tout moyens appropriés.

Réservations dans les cloisons doublages et faux-plafonds en plaques de plâtre :

Les ouvertures (propres et soignées) dans les cloisons et doublages et faux-plafonds en plaques de plâtre sont à la charge des Entreprises des lots directement concernées.

2/ BOUCHEMENTS :

Bouchements dans les parois de gros oeuvre :

Tous les rebouchages après passage des réseaux et installations des corps d'état concernés dans les parois et de toutes dimensions : *sont à la charge de l'Entreprise du LOT GROS ŒUVRE* pour autant que les réservations aient été demandées en temps utile par les corps d'état concernés.

Dans le cas contraire, les rebouchages seront exécutés par le corps d'état concerné directement.

Le produit de bouchement devra faire l'objet d'un avis technique et devra assurer le coupe-feu correspondant à celui de la paroi.

Bouchements dans les cloisons doublages et faux-plafonds en plaques de plâtre :

Tous les rebouchages après passage des réseaux et installations des corps d'état concernés sont à la charge des Entreprises des lots directement concernés. Le produit de bouchement devra faire l'objet d'un avis technique et devra assurer le coupe-feu correspondant à celui de la paroi.

Dans tous les cas le traitement des joints (avec toutes préparations) au droit de tous bouchements reste à l'entièrement à charge du *LOT CLOISONS DOUBLAGES*

0.1.24 TESTS DE PERMEABILITE A L'AIR

L'étanchéité à l'air de l'enveloppe des bâtiments est un critère fondamental dans le comportement thermique du bâtiment.

Cette contrainte, impose de réaliser tous les calfeutrements de réservation, de passage de gaine, de tuyauteries, gaines et fourreaux électriques, de pose des ouvrants avec des matériaux résiliant étanches à l'air. En effet, un test d'étanchéité à l'air sera réalisé sur l'ensemble du bâtiment en cours et en fin de chantier. Par conséquent les attributaires des lots déficients devront reprendre à leur charge les défauts d'assemblage des équipements correspondant à leur lot. Chaque entreprise est responsable de la bonne mise en oeuvre de ses équipements.

Les entreprises devront s'assurer de l'étanchéité de leurs ouvrages :

- de par leur conception (détails d'exécution à soumettre au Maître d'oeuvre), d'une part,
- de par leur mise en oeuvre d'autre part,
- de par le respect des ouvrages réalisés par un autre corps d'état, pour finir

Une bonne interface entre les différents corps de métier sera indispensable à l'obtention de résultats positifs.

Les entreprises devront attester avant le début des travaux que leur personnel est formé aux techniques d'étanchéité à l'air liées à leur métier.

POUR LE PROJET, L'ÉTANCHEITÉ DES BATIMENTS DEVRA ÊTRE INFÉRIEURE À :

BATIMENT A : $0,72 \text{ m}^3/(\text{h.m}^2)$

BATIMENT B : $0,78 \text{ m}^3/(\text{h.m}^2)$

BATIMENT C : $0,84 \text{ m}^3/(\text{h.m}^2)$

BATIMENT D : $0,84 \text{ m}^3/(\text{h.m}^2)$

Tests d'infiltrométrie à la charge des entreprises :

Les tests d'infiltrométrie seront réalisés de la manière suivante :

Le Test intermédiaire *à la charge du LOT GROS OEUVRE* – dès que le bâtiment ou une partie de celui-ci sera hors d'eau/hors d'air, avant pose du second oeuvre, un premier test sera réalisé. Il sera l'occasion d'échanger sur la qualité de la réalisation de l'étanchéité à l'air avec l'ensemble des entreprises des lots concernés et permettra de corriger les éventuelles erreurs avant les finitions – si les résultats étaient négatifs, les entreprises concernées devraient la reprise de leurs ouvrages et devraient régler les frais engendrés par de nouveaux tests et ce, jusqu'à obtention des résultats requis.

Le test final / réception sera *à la charge du LOT GROS-OEUVRE* - L'ensemble des dispositions prises au cours du chantier – sensibilisation, étapes de contrôle intermédiaire, suivi régulier, participe à la réussite du test final d'étanchéité à l'air et, à défaut, à limiter les reprises à envisager. Les reprises sont de la responsabilité des entreprises comme indiqué au paragraphe précédent. La levée des réserves ne doit se faire, que lorsque le test final est réussi.

Toutes les anomalies constatées au cours des tests intermédiaires et, a fortiori, du test final de réception du bâtiment devront impérativement être reprises par les entreprises concernées. Lorsque le défaut d'étanchéité ne pourra être précisément imputé à une entreprise, l'ouvrage concerné sera conjointement repris par les entreprises qui y seront intervenues et le nouveau test d'étanchéité sera facturé à ces entreprises.

La présence des représentants des titulaires des lots Menuiseries extérieures, Gros OEuvre, Cloisons, Menuiseries intérieures, CVC Plomberie, Electricité est impérative lors des tests.

0.1.25 TOLERANCE D'EXECUTION

Les tolérances d'exécution seront conformes aux règles professionnelles, DTU et normes en vigueur de chaque corps d'état (chaque lot).

0.1.26 DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (DOE)

Chaque Entreprise titulaire de lot remettra dans le délai fixé au CCAP ou à défaut 8 jours avant la date fixée pour la réception des travaux, tous les documents et plans des ouvrages exécutés constituant le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE). Nombre d'exemplaire et détails des documents à remettre suivant CCAP.

Il est rappelé qu'aucune réception définitive ne pourra être effectuée sans la fourniture du dossier et qu'une retenue pourra être appliquée en cas de retard.

0.1.27 DEPENSES D'INTERET COMMUN COMPTE PRORATA

Les dépenses d'intérêt commun et le compte prorata dans les marchés privés seront traités selon les dispositions du CCAG marchés privés (NF P03-001). À défaut de dispositions similaires dans la réglementation des marchés publics, ces dépenses et le compte prorata seront également traités selon le chapitre 14 de la norme susvisée.

Dépenses imputées au compte prorata :

Les dépenses imputées au compte prorata comprennent notamment (voir également le CCAP) :

- Toutes les dépenses de consommations, telles que, par exemple : · les consommations d'eau, · les dépenses d'énergies nécessaires aux installations de chantier, · les communications téléphoniques non facturées,
- Toutes les dépenses d'exploitation, telles que, par exemple : · Nettoyage du bureau de chantier et des installations communes d'hygiène, · Les frais de gardiennage, lorsque sa mise en place a été décidée par le comité de contrôle.
- Les bennes de chantier (location, transport, frais de décharge et de tri).

Dépenses hors compte prorata :

Il s'agit des dépenses d'intérêts communs imputées à un lot.

Gestion du compte prorata :

La tenue du compte prorata sera assurée par l'entreprise titulaire du *LOT GROS ŒUVRE*.

Une convention de compte prorata devra être mise au point entre toutes les entreprises titulaires de lot, au plus tard 3 MOIS APRES L'ORDRE DE SERVICE DE DEMARRAGE DES TRAVAUX.

L'Entreprise du *LOT GROS ŒUVRE* communiquera donc en début de chantier à chaque titulaire concerné une convention de compte prorata. Celui-ci sera contrôlé par un comité composé autour du lot gestionnaire, des deux lots les plus importants. Les entrepreneurs titulaires feront leur affaire de la mise au point de la convention et de sa discussion, de la conduite du compte prorata, le rôle du maître d'oeuvre se limitant le cas échéant, à un rôle de médiateur en cas de conflit.

Les entreprises sont toutefois averties qu'un quitus pourra leur être demandé par le médiateur pour le règlement des ultimes factures.

Les entrepreneurs déclarent, en signant leur offre, avoir pris en compte, par incidence sur leur prix unitaire, tous les frais relatifs au compte prorata.

Cette convention devra donc être établie suivant les dispositions du CCAG marchés privés NF P03-001 « cahier des clauses administratives générales applicables aux travaux de bâtiments faisant l'objet de marchés privés ».

Il est rappelé à ce sujet les dispositions du chapitre 14 et les annexes A, B et C du CCAG marchés privés (NF P03-001) dont, notamment, les articles qui suivent.

A. Article 14.1 Imputation

Les dépenses d'intérêt commun qui ne correspondent pas à des travaux ou prestations prévus au descriptif et qui ne sont pas affectées par l'annexe A ou B de la présente norme sont inscrites à un compte spécial dit « compte prorata » géré et réglé comme il est dit ci-dessous à l'article 14.2.

Ne constituent en aucun cas des dépenses d'intérêt commun les fournitures ou ouvrages destinés à être reçus par le maître d'ouvrage et qui auraient été omis dans les documents du marché.

Le cahier des clauses administratives particulières peut prévoir que certaines prestations d'intérêt commun, qu'il énumère, sont fournies par le maître d'ouvrage.

B. Article 14.2 Gestion et règlement du compte prorata

- Article 14.2.1 : les modalités de gestion et de règlement du compte prorata sont fixées, en l'absence de convention particulière, par l'annexe C de la présente norme.

- Article 14.2.2 : si une convention particulière est conclue, copie de cette convention est adressée pour information au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, dans un délai de quinze jours à compter de sa conclusion, par la personne chargée de la gestion du compte prorata.

- Article 14.2.3 : le maître de l'ouvrage communique à l'entrepreneur chargé de la tenue du compte prorata le montant de la dernière situation cumulée de l'entrepreneur au plus tard à la réception des travaux.

- Article 14.2.4 : dans les quarante-cinq jours qui suivent la réception des travaux, la personne chargée de la tenue du compte prorata adresse au maître d'œuvre, avec copie à chaque entrepreneur, une attestation faisant apparaître la situation de chaque entrepreneur vis-à-vis du compte prorata.

Cette attestation, que le maître d'œuvre joint au décompte définitif adressé au maître d'ouvrage :

- soit déclare que l'entrepreneur est en règle quant à ses obligations au titre du compte prorata ;
- soit indique la somme dont celui-ci est encore redevable à ce titre.

NOTA BENE : les frais de compte prorata sont compris dans le prix global et forfaitaire de chaque lot et sont à inclure par incidence dans les prix unitaires (donc à prendre en compte dans les sous-détails de prix).

0.2 – ORGANISATION DE CHANTIER :

0.2.01 OBLIGATIONS GENERALES

Chaque Entreprise titulaire de lot devra avant tout démarrage des travaux (et pour chaque phase de travaux) et dans les premiers jours de la période de préparations, soumettre le plan d'installation de chantier au Maître d'Oeuvre, au coordonnateur SPS et également à l'Entreprise du lot gros oeuvre responsable du compte prorata.

L'Entreprise du lot gros oeuvre établira, avant tout démarrage des travaux et dans les 15 (quinze) premiers jours de la période de préparations, un plan d'installation de chantier général (PIC) prenant en compte les plans d'installations des autres corps d'état et toutes les contraintes (notamment environnementales et de sécurité) liées à la bonne exécution du chantier.

Chaque Entreprise titulaire de lot prendra à ses frais et risques, toutes dispositions nécessaires pour ne provoquer pas de gêne au fonctionnement des parties de constructions livrées au fur et à mesure des travaux et en accord avec le Maître d'Ouvrage, notamment en ce qui concerne les voies d'accès au chantier, le bruit des engins, fusées, poussières, etc...

Il ne sera pas permis de disposer de locaux pré-achevés ou en état brut à l'intérieur du bâtiment en construction aux fins d'entrepôt de matériaux, d'outillages, de vestiaires, de lieux de repos, sans autorisation préalable du Maître d'Ouvrage et du coordonnateur Sécurité Protection Santé (CSPS).

Rappel : Toutes les entreprises intervenant sur le chantier devront, un mois avant tout démarrage de leurs travaux, établir le Plan Particulier Sécurité et protection Santé (PPSPS). Ce PPSPS sera établi sur la base du Plan Général de Coordination Sécurité et de Santé (PGCSS) rédigé par le CSPS ainsi que sur la base du mode opératoire constructif choisi.

Chaque Entreprise titulaire de lot devra les protections exigibles par le coordonnateur SPS en matière de sécurité et prévention santé, et sera responsable de la sécurité vis à vis des tiers ou des personnels de chantier (protection sur vide, garde-corps.. dont les entreprises seront collectivement responsable de la maintenance).

Chaque Entreprise titulaire de lot sera astreinte, d'obtenir les autorisations nécessaires, avant son début d'ouvrage, de pose de matériel et d'interventions diverses.

Chaque Entreprise titulaire de lot devra respecter les prescriptions légales de lutte contre le bruit et la pollution en ce qui concerne les véhicules, engins de chantier, outillages divers, utilisés au titre du présent marché.

0.2.02 ASSAINISSEMENT

Sanitaires de chantier :

A la charge du lot Gros Oeuvre au titre de son installation de chantier

L'Entreprise du *LOT GROS OEUVRE* responsable du compte prorata assurera :

- L'installation de WC de chantier et son raccordement sur le réseau d'assainissement EU

L'exécution, l'entretien et l'enlèvement en fin de chantier des installations d'assainissement provisoires nécessaires aux besoins du chantier.

- La mise en place la gestion et l'entretien de pompes ainsi que tous regards désableurs provisoires permettant l'évacuation des eaux à l'intérieur des bâtiments et ce jusqu'à la fin de la phase mise hors d'eau totale.

- L'inspection et la remise en état, avant réception des réseaux d'assainissement définitifs utilisés ou non par les besoins du chantier.

Filtrage des eaux chargées :

A la charge du lot Gros Oeuvre au titre de son installation de chantier

L'évacuation vers le réseau public des eaux chargées de laitance ou de béton ne peut se faire qu'après décantation dans les bacs désableurs provisoires, dont la conception et le dimensionnement seront soumis à l'accord du Maître d'œuvre et du Maître d'ouvrage. La réalisation de ces ouvrages, leur entretien, leur démolition et la remise en état du terrain sont également à la charge de l'Entreprise du lot Maçonnerie mais au titre de son installation de chantier (dans la mesure où il en est le principal et presque l'unique utilisateur).

0.2.03 ALIMENTATION EN EAU DU CHANTIER

A la charge du lot Gros Œuvre (et du lot Plomberie) au titre de son installation de chantier. Les frais de consommations sont à prendre en charge par le compte prorata

La réalisation des réseaux d'alimentation en eau du chantier, pour les travaux objet du présent marché, (y compris pour les bases de vie) sera effectuée par l'Entreprise du lot Gros Oeuvre qui en répartira les frais d'installation et de consommation au compte prorata.

Un compteur d'eau de chantier sera également fourni et installé par l'Entreprise du lot Gros Oeuvre.

La prestation comprend :

- La mise en place d'un détendeur si nécessaire
 - La mise en place d'un tuyau de section et longueur appropriée
 - La maintenance de l'installation pendant le chantier avec notamment la détection et réparation des fuites.
- Le comptage restera en place jusqu'à la fin du chantier, jusqu'à réception des travaux de tous les corps d'état du bâtiment.

Tous les frais relatifs à l'installation - pose du comptage provisoire, branchements et canalisation après comptage-, et aux consommations seront imputés au compte prorata.

0.2.04 DISTRIBUTION D'ENERGIE ELECTRIQUE

A la charge du lot Gros Œuvre (et du lot Electricité) au titre de son installation de chantier. Les frais de consommations sont à prendre en charge par le compte prorata

La réalisation et l'entretien du réseau d'énergie électrique du chantier, pour les travaux objet du présent marché, jusqu'à la réception sans réserve, sont à la charge de l'Entreprise du lot Gros Oeuvre qui les répartira au compte prorata.

L'installation électrique de chantier comprenant :

- les contacts nécessaires avec ENEDIS et le distributeur choisi
- la demande de comptage de chantier
- le câble d'installation depuis le point de comptage, y compris toutes sujétions de linéaire, quel que soit le lieu où EDF positionnera le comptage
- la mise en place d'un coffret électrique principal de chantier, ainsi que des coffrets divisionnaires permettant aux personnels de travailler dans toutes les zones avec des longueurs de rallonges conformes à la réglementation. Les besoins du chantier comprennent la mise en place d'armoire(s) et de coffret(s) de chantier répondant au décret du 14 novembre 1988 et aux recommandations de l'OPPBTP, c'est à dire :
 - une armoire principale (IP 447) avec double isolation polyester armé et coup de poing d'arrêt d'urgence, et équipée de protections différentielles, de calibres et puissances appropriés, notamment aux équipements de levage prévus par l'entreprise de gros œuvre
 - coffret divisionnaire avec prises de courant 2P + T aux différents niveaux
 - au moins une prise basse tension en cas de travail en VS
 - câbles d'alimentation conformes à la réglementation
- la mise en place d'un coffret pour le raccordement de la base de vie et du ou des locaux de réunions
- le contrôle par un organisme de contrôle agréé de toute l'installation, conformément à la réglementation (justificatif à fournir au CSPS).

L'installation devra être conforme aux normes en vigueur (C15 100, ...)

A partir du coffret principal, le cas échéant l'entrepreneur du *LOT GROS ŒUVRE* devra le raccordement de sa grue, des locaux de chantier qu'il aura installé (réunion et locaux personnels)

La prestation comprend également les éventuels frais de protections des lignes ENEDIS qui se trouveraient à proximité du chantier.

L'installation sera déposée en fin de chantier seulement après accord du Maître de l'ouvrage, après fin des travaux de tous les corps d'état du bâtiment.

Tous les travaux concernant ces installations sont exécutés conformément aux normes et prescriptions réglementaires en vigueur.

L'entrepreneur du *LOT GROS ŒUVRE* sera chargé du règlement des consommations, à charge pour lui d'en imputer les frais au compte prorata.

0.2.05 ACCES ET CIRCULATIONS DE CHANTIER

A la charge du LOT GROS ŒUVRE (inclus dans le poste installation de chantier du lot Gros Oeuvre)

L'accès au chantier se fera, pour toutes les entreprises intervenant sur cette opération se fera suivant, depuis l'impasse la Manserve.

L'Entrepreneur du *LOT GROS ŒUVRE* fera son affaire de la réalisation et de l'entretien des accès du chantier, de leurs raccordements à la voirie publique, et des voies internes au chantier, quels que soient les travaux à réaliser, afin d'aménager un accès et une circulation efficace du chantier. Il doit toutes les signalisations routières nécessaires, les balisages, les feux tricolores, etc.

L'entreprise pourra utiliser les voies publiques sous réserve de l'accord des Services de la Voirie qui pourra lui imposer

toutes mesures de police appropriées. La mise en oeuvre de ces mesures et moyens restera entièrement à charge de l'entreprise.

Il doit également toutes les voies de chantier provisoires (constituées, après un décapage de la terre végétale, au minimum par un corps de chaussée de 20cm en ballast de tout venant compactée sur BIDIM) permettant l'accès aux baraquements et aux bâtiments nécessaires au bon déroulement des travaux.

Il doit, en outre, lors de l'exécution des terrassements complémentaires, procéder au nettoyage des voies internes au chantier et des voies publiques. Il devra également l'entretien et leur remise en état.

Avant remise de son offre, l'Entrepreneur se rapprochera utilement des Services Municipaux de la voirie et de la circulation de la Commune, afin de bien appréhender les problèmes d'accès et de sortie du chantier.

L'entreprise pourra utiliser les voies publiques sous réserve de l'accord des Services de la Voirie et de la circulation de la Commune qui pourra lui imposer toutes mesures de police appropriées. La mise en oeuvre de ces mesures, moyens et formalités de demandes d'autorisation de voirie restera entièrement à charge de l'entreprise ; y compris signalisations, surbaissés, réfections de la chaussée et des trottoirs, etc.

L'Entrepreneur doit prendre toutes les précautions pour ne pas dégrader les voiries publiques ou privées situées dans les environs immédiats du chantier. Il doit l'entretien et le nettoyage des voies extérieures à l'emprise du chantier et leur remise en état si nécessaire.

Tout manquement de ces obligations par l'Entrepreneur du lot GROS OEUVRE entraîne de plein droit, après mise en demeure restée sans effet, dans un délai de 24 heures :

- La fermeture des accès au chantier et les pénalités de retard correspondantes.
- Le nettoyage des voies ou le rétablissement de la signalisation par une entreprise au choix du Maître d'œuvre aux frais et aux dépens de l'entreprise de GROS OEUVRE.

L'Entrepreneur reste responsable de tous les dégâts ou dommages qui en résulteraient du fait de l'activité du chantier.

0.2.06 ENCOMBREMENT MATERIELS EQUIPEMENTS LEVAGE / PROTECTIONS COLLECTIVES / METAH ET SCALP :

ENCOMBREMENT MATERIELS EQUIPEMENTS LEVAGE :

Chaque Entreprise titulaire de lot doit s'organiser dès le début de la période de préparations pour que les matériels, approvisionnements divers et équipements importants dont le poids ou les volumes peuvent entraîner des difficultés particulières dans leur livraison ou leur acheminement à pied d'Oeuvre ne provoquent aucun trouble de voisinage ni retard dans la réalisation et le déroulement des travaux (et conformément au planning d'exécution).

Chaque Entreprise titulaire de lot prendra toutes les dispositions nécessaires pour que soient assurés tous les moyens de levage et échafaudages (élévateurs et autres) nécessaires à la mise en oeuvre de ses ouvrages et fera son affaire des dispositions particulières à prendre pour ses matériels (sécurité, protection, durée et horaires d'utilisation, nuisances sonores, etc..).

Chaque Entreprise devra, chacun pour ce qui le concerne, l'amenée et le repli en fin de travaux des échafaudages et/ou de tout autre dispositif élévateur, nécessaire à l'exécution de ses travaux, qu'ils soient extérieurs ou intérieurs. L'ensemble des dispositifs seront compris dans le prix global et forfaitaire (ils seront notamment inclus dans les prix unitaires de ravalement et de peinture). Une entreprise pourra mettre à la disposition d'autres corps d'état ses installations après convention écrite entre ces entreprises.

PROTECTIONS COLLECTIVES

L'entreprise du *LOT GROS-OEUVRE* devra mettre en oeuvre – pendant toute la durée des travaux TCE - l'ensemble des dispositifs de protection collective pour supprimer le risque de chute de hauteur en périphérie, en sous face et lors des accès en toitures. Les dispositifs de protections individuelles tels que harnais, points d'ancrages etc. ne seront utilisés que si techniquement une protection collective ne peut être mise en place. Ces protections individuelles qui s'avèreraient nécessaires, en complément des protections collectives, sont à la charge des entreprises, chacune pour ce qui la concerne.

Toutes les mesures de sécurité devront être prises pendant les travaux pour assurer la sécurité, du public et du personnel.

Pour tous travaux à risque non spécifiés dans le CCTP, chaque entrepreneur concerné est tenu d'informer le CSPS et le Maître d'Oeuvre par écrit, avant son intervention, afin de faire approuver les dispositifs de sécurité et la méthodologie de travail devant être mis en place. En cas de non-respect de cette démarche et incident lié à ces travaux, l'entrepreneur sera seul responsable.

METAH ET SCALP :

La mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur (METAH) et la sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'oeuvre (SCALP), devront être mis en place en respectant les préconisations du guide 2015 de la CARSAT

« Travaux en Hauteur Circulation Manutention ».

L'entreprise du *LOT GROS-OEUVRE* devra la mise en place de tous les équipements METAH et SCALP ainsi que les contrôles et autorisation de montage et démontage et la gestion des frais y afférant.

Une véritable organisation logistique, mettant en oeuvre des moyens mécaniques de transport et de manutention à toutes les phases de la construction, est indispensable pour le bon déroulement du chantier.

Au stade de l'appel d'offres, chaque entreprise devra s'assurer que des moyens communs de transport et de manutention adaptés ont été prévus dans le PGCSPPS.

À défaut, elle doit effectuer une demande au maître d'ouvrage dans le cadre de la loi de coordination SPS.

L'utilisation des moyens de transport et de manutention par plusieurs entreprises se fera selon des modalités de mise à disposition (à conclure entre les différentes entreprises). Tous les frais consécutifs aux prescriptions METAH et SCALP font partie du prix du marché de chaque entreprise et sont implicitement compris dans l'offre de chacun.

Une convention de répartition de ces frais d'utilisation partagée pourra être établie en fonction des besoins de chaque entreprise. La convention comprendra également les modalités d'imputation financières en cas de détérioration des équipements.

Les adaptations techniques particulières pour certains travaux devront être définies et prises en compte par l'entreprise concernée.

RESPONSABILITES :

L'entrepreneur du *LOT GROS-OEUVRE* :

- sera responsable de la mise en oeuvre des protections collectives jusqu'à l'achèvement des travaux.
- maintiendra en parfait état les protections, accès, fixations et procèdera aux vérifications de contrôle.
- permettra le libre accès aux corps d'états qui interviennent en fonction de la classe de chargement des planchers retenues
- prendra en considération la présence des lignes et des réseaux existants et des mesures de protection à mettre en oeuvre et des éventuels dévoiements
- veillera à interdire l'accès de ses ouvrages au public

La position de l'ouvrage dans son environnement (Voisins, lignes électriques et réseaux, accès piétons et chantier ...)

Autorisations administratives :

L'entrepreneur du *LOT GROS-OEUVRE* devra avant mise en oeuvre des protections collectives :

- obtenir impérativement des services compétents un avis favorable d'installation pour toute occupation sur le domaine public et prendra à sa charge les frais y afférent ;
- obtenir du SPS de l'Architecte et du Pilote un accord sur les solutions proposées et du délai de mise en oeuvre et de mise à disposition aux entreprises ;
- tiendra compte des contraintes de voirie : piétons, véhicules, éclairage public, signalisation...

Règles de sécurité :

L'entreprise devra tenir compte des contraintes administratives et sécuritaires suivantes :

L'accrochage, le maintien et la surveillance des affichages du/des permis de construire, de démolir et du panneau de déclaration préalable.

L'entretien et la fermeture d'accès aux équipements de levage. Un soin tout particulier sera apporté au maintien de la fermeture pour toutes les parties situées sur le domaine public.

Si nécessaire, toutes les modifications de cette clôture pendant la durée du chantier (phasage, libération des abords, livraisons de logements ou de commerce, etc.)

Les matériels de levages des matériaux seront maintenus autant de temps que nécessaire (convention entre entreprises avec participation financières) pour permettre d'assurer la sécurité aux entreprises et d'approvisionner leurs matériels et fournitures afin de maintenir les protections collectives.

Examens des équipements :

Le lot Gros-oeuvre prendra à sa charge : les rapports de vérification et les contrôles techniques avant leur mise ou remise en service ou mise à disposition des protections collectives et moyens de levages et de s'assurer de leur conformité aux obligations réglementaires.

RAPPEL :

METAH : MUTUALISATION DES EQUIPEMENTS DE TRAVAIL ET D'ACCES EN HAUTEUR

Objectif de la prévention METAH :

- Choisir et mutualiser des protections collectives ainsi que des équipements de travail et d'accès en hauteur qui garantissent la sécurité des utilisateurs
- Définir une organisation de chantier permettant d'en assurer la continuité dans l'espace et dans le temps.

Il appartiendra à chaque chef d'entreprise de s'assurer que les moyens mutualisés prévus sont mis en place avant et pendant l'intervention de ses salariés sur le chantier.

La prestation METAH comprend à minima :

- Mise en oeuvre des équipements de travail en hauteur et des protections collectives
- Elaboration du planning et du programme d'exécution des travaux, en particulier les rotations d'engins et d'évacuations,
- Mise en oeuvre des dispositifs de sécurité prévus au PGC,

SCALP : SECURISATION DES CIRCULATIONS, ACCES ET LIVRAISONS A PIED D'OEUVRE

Objectif des prestations SCALP : Une bonne gestion logistique permet d'optimiser l'organisation des travaux, de diminuer les coûts, de respecter les délais, d'améliorer les conditions de travail des salariés ainsi que la qualité des ouvrages.

La prestation SCALP comprend à minima :

- Supervision de la gestion et planification concernant les commandes, les flux et approvisionnements des matériaux / matériels de toutes les entreprises ; planning relatif
- Convention interentreprises pour mise en commun des équipements de levage et transports
- Réunions d'information à la mutualisation (dont présentation des installations de chantier)
- définition des accès et circulations de chantier extérieurs à l'ouvrage comprenant
- Plan d'installations de chantier mentionnant notamment zones de stationnement de stockage, circulations piétonnes et engins
- Moyens de signalisations horizontales et verticales
- Mise en oeuvre de voies d'accès pour les engins et véhicules dans le chantier depuis la rue vers l'entrée travaux du bâtiment jusqu'à la réalisation des travaux de voirie définitive par le lot VRD
- Modalité d'accès et de circulations dans l'ouvrage
- Modalité d'accès et de circulations dans les combles
- Mise en oeuvre des protections collectives pour les cheminements pour l'ensemble des lots.
- Les dispositifs de sécurité prévus au PGC,
- Réalisation d'une aire de livraison stabilisée suivant plan d'installation de chantier,
- Mise en place d'escaliers métallique provisoire y compris garde-corps pour l'accès aux travaux en fond de fouille et aux différents niveaux jusqu'à la mise en place des escaliers définitifs.
- Mise en place d'éclairage sur l'ensemble des circulations suivant prescription PGC Conformément aux indications des plans et du présent C.C.T.P.
- Gestion des déchets

0.2.07 CLOTURE DE CHANTIER - SIGNALISATION DE CHANTIER

A la charge du LOT GROS OEUVRE (inclus dans le poste installation de chantier du lot Gros Oeuvre)

A. Isolement des zones de chantier

L'Entreprise titulaire du *LOT GROS OEUVRE* assurera donc la fourniture, la mise en place, le déplacement et l'entretien pendant toute la durée des travaux, des clôtures de chantier de chacune des différentes phases de travaux de manière à éviter tout contact du public avec :

- les zones de chantier
- les lieux de stockage des produits de démolitions et matériaux
- les appareils de manutention,
- les locaux de chantiers
- ...

Ces clôtures de chantier hauteur 2,00 m devront être pleines, infranchissables, solidarisées entre elles par des crochets (l'exclusion de fils de fer) et habillées de film polyane.

L'Entrepreneur veillera particulièrement à la tenue et stabilité au vent. Elle sera prévue sur le périmètre complet du chantier, déplacée et complétée en fonction de la localisation du chantier sur site et des différentes contraintes d'isolement.

Pour chaque zone de chantier l'incorporation de tous portails nécessaires, de largeur adaptée aux engins divers habilités à pénétrer dans l'enceinte du chantier.

B. Signalement du chantier

Les abords du chantier devront être suffisamment signalés au moyen de

- Panneaux en interdisant explicitement l'accès.
- Panneaux de signalisation du chantier sur la voie publique, panneaux de police signalant les dangers potentiels pour la circulation (panneau danger AK14, travaux AK5, sortie camions KCI, vitesse réduite BK14, ...)

Les échafaudages seront protégés des risques de chocs des véhicules. Ceux donnant sur la voie publique ou des chaussées privées et présentant un risque nocturne pour la circulation ou tout autre tiers devront être signalés par des rampes, guirlandes, flashes ou tous dispositifs lumineux clignotants appropriés.

Si nécessaire, en cas d'occupation de la voie publique, un dispositif de voie alternée sera mis en place, manuel ou par feu tricolore, laissé à l'initiative et sous la responsabilité de l'entreprise.

Signalisation, palissade et autres protections devront recevoir l'aval du coordonnateur SPS et des services concernés.

L'ensemble de cette installation sera maintenu en place jusqu'à la fin du chantier. Le repli de cette installation par l'entrepreneur titulaire ne sera effectué qu'avec l'accord du maître de l'ouvrage, et après réception.

Rappel : tous les frais et démarches engendrés par l'occupation provisoire du domaine public sont à la charge du *LOT GROS ŒUVRE*.

0.2.08 BARAQUEMENTS A USAGE COLLECTIF « BASE DE VIE » / BUREAU DE CHANTIER

A la charge du LOT GROS ŒUVRE (inclus dans le poste installation de chantier du lot Gros Oeuvre)

L'installation des baraquements de la « base de vie » à usage collectif (sanitaires, vestiaires, réfectoires, salle de réunion, places de stationnement des véhicules du chantier, ...) sera assurée par l'Entreprise du lot Gros Oeuvre.

L'emplacement des baraques nécessaires à la base de vie du chantier devra respecter rigoureusement les directives de la Maîtrise d'Œuvre et du coordonnateur SPS.

Rappel : tous les frais et démarches engendrés par l'occupation provisoire du domaine public sont à la charge du lot gros œuvre.

Pour assurer la sécurité maximale du chantier et des tiers d'une part et compte tenu du phasage des travaux : **la base de vie sera déplacée à la demande du Maître d'Ouvrage, du CSPS ou de la Maîtrise d'Œuvre sans que cela entraîne des prestations supplémentaires.**

L'emplacement des baraques sera indiqué sur le plan d'installation du chantier à fournir par l'Entreprise du lot Gros Oeuvre responsable du compte prorata et soumis à l'accord du CSPS, du Maître d'Œuvre et du Maître d'Ouvrage.

Bureau de chantier : L'aménagement et l'ameublement du bureau de chantier, durant la période de préparation, font partie des travaux dus par l'Entreprise du lot Gros Oeuvre. L'entretien et les consommations de chauffage, eau, électricité, téléphone, placard de rangement fermé à clé : seront également dues par l'Entreprise du lot Gros Oeuvre ainsi que le nettoyage du local. Ces installations seront nettoyées avant chaque réunion de chantier.

0.2.09 GESTION DES CLES / CONTROLE D'ACCES

Les frais du présent article sont à prendre en charge par le compte prorata.

La gestion des clés, sera assurée durant les travaux tous corps d'état par l'Entreprise du lot Gros Oeuvre responsable du compte prorata.

La fermeture du chantier, le contrôle d'accès, la maintenance des clôtures du chantier seront assurés jusqu'à la réception par l'Entreprise du lot Gros Oeuvre tant qu'elle sera présente, puis collectivement par les autres corps d'état.

En cas de problème après le départ de l'entreprise de gros œuvre, le maître d'œuvre pourra décider d'en charger malgré tout le maçon au frais et à charge des autres entreprises, ces frais étant imputés au compte prorata.

La fermeture des locaux en phase travaux se fera par la pose de cylindres provisoires effectuées par les lots Menuiseries Extérieures et Intérieures.

0.2.10 BRUITS DE CHANTIER

La limitation des bruits de chantier devra être traitée par les entreprises, dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur à ce sujet, dont notamment :

- L'article R.1334-36 du Code de la santé publique concernant les chantiers de travaux publics ou privés, ou les travaux intéressant les bâtiments et leurs équipements soumis à une procédure de déclaration ou d'autorisation ;

- l'article R. 1337-6 du Code de la santé publique, concernant « les bruits de voisinage résultant des chantiers de travaux publics ou privés » qui sanctionne les infractions suivantes :

*le non-respect des conditions fixées par les autorités compétentes concernant soit la réalisation des travaux, soit

l'utilisation ou l'exploitation de matériels ou d'équipements,

*le fait de ne pas prendre les précautions suffisantes pour limiter le bruit,

*les comportements anormalement bruyants.

*les arrêtés préfectoraux et municipaux éventuels dont l'entrepreneur du présent Lot est réputé avoir pris connaissance avant le début des travaux.

-le décret n° 2006-1099 du 31 août 2006 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage

-l'arrêté du 5 décembre 2006 relatif aux modalités de mesurage des bruits de voisinage.

Les entreprises devront respecter ces textes pour les travaux pouvant être concernés.

●Articles R1336-1 à R1336-11 du Code de la santé publique.

Réglementation concernant les matériels de chantier /

Les engins de chantiers sont soumis à deux régimes réglementaires limitant leurs niveaux sonores que l'entreprise du présent Lot sera tenue de respecter :

- Articles R571-1 à R571-97, R572-1 à R572-3 du Code de l'environnement ;

- directive européenne 2000/14/CE concernant « les exigences relatives aux niveaux admissibles d'émissions sonores » ;

- arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments ;

- du 21 janvier 2004 relatif au régime des émissions sonores des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments.

0.2.11 DECHETS DE CHANTIER

Tous les frais et coûts de la gestion, sur chantier, des traitements de valorisation et/ou d'élimination des déchets de chantier sont à la charge des entrepreneurs participant au chantier. Ces frais et coûts seront portés au compte prorata. En cas de groupement, le mandataire fera son affaire de la répartition des charges sur ses co-traitants.

Le comité du compte prorata établira au début du chantier une convention de répartition de ces frais lots par lot, en fonction pour chaque lot des quantités de déchets générés.

Le tri sélectif des déchets sera exécuté en décharge à charge de par le titulaire du *LOT GROS OEUVRE* au titre du compte prorata pendant toute la durée du chantier TCE.

Chaque Entreprises titulaires devra l'enlèvement et le transport de tous ses déchets de chantier jusqu'aux bennes prévues à cet effet pendant toute la durée des travaux TCE.

BENNES ET TRI SELECTIFS

L'entreprise du *LOT GROS-OEUVRE* devra dans le cadre du compte prorata :

- la réalisation de l'aménagement d'une ou des zones spécifiques pour la mise en place des bennes de chantier.

- l'approvisionnement du chantier en bennes de chantier en quantité suffisante pour l'ensemble des travaux TCE.

- Mettre en place et entretenir la signalétique du tri.

- informer le Maître d'Oeuvre de toute modification dans l'organisation du tri (rajout ou retrait d'une benne et donc d'un type de déchets, ...).

-mettre en place sur le site des bennes en quantités suffisantes pour permettre le tri sélectif réglementaire des déchets de chantier, ainsi que deux conteneurs appropriés pour la récupération du verre et des déchets ménagers. Chacun de ces points de dépôt devra être clairement identifié par un affichage approprié, toutes dispositions étant prises par ailleurs pour que les déchets entreposés ne puissent être emportés par le vent,

- faire respecter leurs obligations aux entreprises du chantier (que ces entreprises soient cotraitantes ou sous-traitantes) en matière de tri des déchets, de réduction des nuisances et de nettoyage de chantier.

- rechercher les centres de tri et les filières de valorisation disponibles localement en fonction de la nature et du volume des déchets estimés sur l'opération et d'en informer le maître d'oeuvre et la maîtrise d'ouvrage.

- En cas de défaillance, l'entreprise de Gros-oeuvre devra intervenir en lieu et place de l'entreprise défaillante. Elle signalera au Maître d'œuvre et/ou Maître d'Ouvrage toute difficulté rencontrée dans l'exercice de sa mission.

- toutes sujétions d'enlèvement aux décharges autorisées des gravois, détrit, déchets, etc. de tous les corps d'états, l'enlèvement se fera automatiquement et les bennes seront enlevées dans la demi-journée après remplissage.

- Les droits de décharges en tous genres

Aucune incinération de déchets quels qu'ils soient ne sera admise sur le chantier. Il est rappelé aux titulaires de tous les lots qu'il sera absolument interdit : · De brûler quoi que ce soit sur le chantier, · D'abandonner ou d'enfermer les déchets (même inertes) dans des zones non contrôlées administrativement (décharges sauvages, chantiers, etc...).

GESTION ET ROTATION DES BENNES

Les bennes devront être vidées régulièrement de manière à ne jamais déborder. Elles seront bâchées quotidiennement à la fermeture du chantier. Les entreprises seront conjointement responsables de la bonne tenue des zones de stockage des bennes. Les entreprises devront se coordonner et planifier la mise en place et la rotation des bennes afin de tenir compte de l'espace restant disponible. L'implantation des bennes devra figurer sur les plans d'installation de chantier à soumettre pour avis au Maître d'Ouvrage et au SPS.

Chaque entreprise respectera le plan d'enlèvement des déchets établi avec les autorités locales et mettra en place un système de gestion comprenant le tri et les flux d'enlèvement, des bennes.

Chaque enlèvement de benne fera l'objet d'un bordereau d'enregistrement indiquant entre autres la catégorie des déchets (inerte, DIS, DIB, autre), la date d'enlèvement et la destination. Le volume des déchets dans une benne devra être tel qu'il ne provoque pas un bourrage de celle-ci. Un double du bordereau sera transmis à l'entreprise aux entreprises par le gestionnaire du compte prorata. Il tiendra à jour un journal des déchets ou seront consignés et datés :

- les enlèvements (quantités, catégorie, nature, destination, numéro de benne, immatriculation du camion, heure d'enlèvement, tonnage estimatif) ;
- les retours à la suite d'un refus du destinataire (coordonnées, motifs, heure de retour).
- les incidents de tri relevés (erreur de benne, mélange, etc.).

RAPPEL SOGED :

Chaque entrepreneur est responsable de l'évacuation des déchets qui résultent de son activité ; il se devra d'établir le SOGED (Schéma d'Organisation et de Gestion de l'Évacuation des Déchets) de l'opération et de s'assurer des bonnes conditions d'élimination par un système de suivi.

Chaque entreprise de lot devra également : - définir la mise en oeuvre d'un programme d'organisation et de suivi de l'évacuation des déchets de chantier du bâtiment ; - quantifier les déchets du chantier dans les différentes classes de déchets, par corps d'état ou tous corps d'état ; le but étant de valoriser au maximum ces déchets, de les évacuer au plus proche et dans les meilleures conditions économiques ; - respecter les consignes de tri

Les déchets de chantiers de bâtiment devront être gérés et traités par les entrepreneurs dans le cadre de la législation en vigueur à ce sujet.

NETTOYAGE DE CHANTIER

Chacune des Entreprises titulaires devra l'enlèvement et le transport de tous les gravois de chantier jusqu'aux bennes prévues à cet effet. Elles devront cette prestation pendant toute la durée des travaux TCE.

Chaque entrepreneur intervenant sur le chantier devra tout mettre en oeuvre afin de limiter les nuisances en termes de bruit et de poussières, effectuer le tri des déchets et gravois, de les évacuer aux décharges habilitées.

Il est rappelé que l'abandon, le brûlage sans autorisation et non motivé, les mélanges de déchets dangereux avec d'autres déchets et les rejets dans les réseaux d'assainissement sont interdits. Les mélanges de différents déchets sont proscrits.

Chaque entrepreneur intervenant sur le chantier devra toujours, immédiatement après exécution de ses travaux dans un local ou groupe de locaux donnés, procéder à l'enlèvement des gravois de ses travaux et au balayage des sols.

Chaque entrepreneur aura à sa charge la sortie de ses gravois après nettoyage. Il sera formellement interdit de jeter les gravois par les ouvertures en façade, mais ils devront toujours être sortis soit par goulotte, soit en sacs ou par seaux.

En résumé, le chantier aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur, devra toujours être maintenu en parfait état de propreté, chaque jour et chaque entrepreneur devra prendre ses dispositions à ce sujet.

Les sols seront livrés aux entrepreneurs du second œuvre parfaitement nettoyés, exempts de toutes traces de mortier ou de plâtre, soigneusement balayés.

RESPONSABILITE DES ENTREPRISES EN MATIERE DE NETTOYAGE

Chaque entrepreneur titulaire aura la responsabilité de procéder au nettoyage journalier du chantier après ses travaux et à l'évacuation de ses déchets et décombres, en fin de chacune des interventions. A charge pour lui d'en faire supporter les frais à ses co-traitants ou sous-traitants.

Par ailleurs chaque entreprise présente sur le chantier devra participer à un nettoyage hebdomadaire du chantier la veille ou le jour de la réunion de chantier.

Dès lors que plusieurs corps d'état sont présents en même temps, et en cas de défaut de propreté du chantier, sur simple constat de sa part après demande non suivie des faits, le maître d'œuvre prendra immédiatement les dispositions suivantes :

* l'entreprise ou les entreprises défaillante(s) seront sanctionnées par application de pénalités prévues au CCAP (ou à défaut 500 €ht/constat), retenues sur les situations mensuelles présentées en fin de mois par les entreprises titulaires.

* il sera désigné une entreprise pour procéder à un nettoyage immédiat, puis hebdomadaire, les frais de celui-ci

étant portés au compte interentreprises. Le paiement de ces sommes pourra se faire avec retenues sur situations intermédiaires ou sur le décompte final. Les entreprises désignées seront le titulaire du lot Gros oeuvre, tant qu'il lui restera des prestations à réaliser ou à terminer, et le peintre en fin de chantier. Le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire réaliser le nettoyage par une entreprise spécialisée extérieure, en cas d'inefficacité des mesures ci-dessus.

0.2.12 STOCKAGE

Chaque corps d'état devra s'assurer un emplacement couvert ou découvert dans l'enceinte du chantier afin d'entreposer son propre matériel.

Chaque corps d'état assurera le transport de ses ouvrages jusqu'au chantier, le stockage devra avoir obligatoirement lieu en dehors du bâtiment proprement dit. En fonction des matériaux devant être stockés, le stockage devra impérativement être situé à l'abri des intempéries et remontées d'humidité. Les conditions de stockage devront être telles que les ouvrages ne subissent aucune déformation ou détérioration.

Le transport et le montage, depuis le lieu de stockage jusqu'aux lieux de pose, sont à la charge de chaque lot concerné.

Tous les ouvrages de menuiseries tels que ouvrants de portes ou autres, pourront être stockés sur le chantier aux risques et périls du titulaire du lot concerné ; celui-ci devra se mettre en rapport avec le lot Terrassement – Gros OEuvre, avec les autres corps d'état, avec le Maître d'oeuvre, et le Coordonnateur SPS, afin de déterminer les emplacements qui pourront lui être accordés.

Les matériaux de chacune des Entreprises seront stockés dans leur emballage d'origine, dans des emplacements à l'abri de toutes projections (ciment, boue, peinture, etc. ...) et non inondables. Tout stockage à l'air libre, donc soumis à une humidité importante, sera strictement interdit.

Si, à la suite du non-respect de cette clause, des éléments sont défectueux, l'Entreprise concernée en assumera la pleine responsabilité.

Dans tous les cas, il sera tenu compte sans dérogation, des prescriptions de stockage du fabricant.

Les matériaux devront être protégés des chocs, tant au transport qu'au stockage avant pose.

Stockage et transport devront s'effectuer à plat.

Le stockage sera réalisé de façon à éviter toutes déformations ou dégradations des matériaux entreposés.

La surcharge apportée par le stockage des matériaux et matériels ne devra en aucun cas dépasser les surcharges admissibles sur les ouvrages de structure. Les titulaires de tous les lots veilleront tout particulièrement à utiliser des conditionnements adaptés à la taille du chantier pour tous les produits dangereux, nocifs ou inflammables (colles, détergents, produits chimiques divers...).

Les voiries et abords devront être tenus en constant état de propreté, et ne devront comporter aucun matériel ou matériau pendant toute la durée du chantier.

L'implantation du matériel et des engins de tous ordres ne devra pas gêner l'exécution des réseaux souterrains, ni l'intervention des autres corps d'état. Il ne sera pas permis de disposer des locaux pré-achevés ou en état brut à l'intérieur des bâtiments en construction, aux fins d'entrepôts de matériaux, d'outillage, de vestiaires, de lieux de repos, sans autorisation préalable du Maître d'oeuvre et du Coordonnateur SPS.

0.2.13 DETERIORATIONS ET VOLS / GARDIENNAGE DE CHANTIER

Pendant la durée des travaux, chacune des Entreprises devra garantir, à ses frais, toutes ses fournitures et ouvrages contre tous risques de vols, détériorations et accidents de toute nature.

Le gardiennage de chantier n'est pas imposé dans le cadre du présent marché. Il est rappelé à chaque Entreprise titulaire de lot sa responsabilité de tous les ouvrages jusqu'à la réception sans réserve.

Toutefois, il appartiendra aux Entreprises titulaires de déterminer la nécessité de faire garder le chantier 24heure/24 et d'en assurer la dépense.

Si en cours de travaux la décision est prise par les entreprises à la majorité requise d'assurer ce gardiennage, cette prestation sera assurée par le lot Gros Oeuvre les frais afférents de dépenses seront entièrement pris en charge par le compte prorata.

0.2.14 PANNEAU DE CHANTIER

A la charge du LOT GROS OEUVRE (inclus dans le poste installation de chantier du lot Gros Oeuvre)

Le panneau de chantier, modèle suivant indications du Maître d'Oeuvre, est réalisé et posé par l'Entreprise du lot Gros Oeuvre après avis du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Oeuvre.

Son implantation est soumise à l'accord du Maître d'œuvre et/ou du Maître d'Ouvrage et devra être parfaitement visible de la rue.

Ce panneau en couleur comprendra : tous logos, inscriptions diverses, des différents acteurs de l'acte de construire ainsi que des financeurs, la perspective du projet et inscriptions diverses en couleur suivant demande du Maître d'Œuvre et/ou du Maître d'Ouvrage.

Ce panneau restera en place durant toute la durée du chantier et sera suffisamment solide pour résister aux intempéries et aux dégradations.

Ce panneau aura les *dimensions minimales de 1,20 m de large x environ 2,20 m* ou suivant nombre d'entreprises et devra permettre tous rajouts de sous-traitants agréés par le Maître d'Ouvrage en cours de travaux.